

FÊTE NATIONALE
**Le Président
Bouteflika félicite
le Grand-Duc Henri
de Luxembourg**
P. 24

ALGÉRIE-ETATS UNIS
**La 5^e session du dialogue
bilatéral algéro-américain
sur les questions de
sécurité jeudi à Alger**
P. 24

ALGÉRIE-AZERBAÏDJAN
**M. Louh
reçu par le
Président de
l'Azerbaïdjan**
P. 5

ÉTHIOPIE-ÉRYTHRÉE
**L'Algérie se félicite de
l'évolution positive enregistrée
récemment dans les relations
entre les deux pays**
P. 24

APPEL AU PRÉSIDENT
BOUTEFLIKA POUR BRIGUER
UN NOUVEAU MANDAT :

Ouyahia : «Un choix» qui servira les intérêts de l'Algérie

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a estimé hier à Alger que l'appel lancé par sa formation au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour briguer un nouveau mandat était «un choix qui servira les intérêts de la Nation et de l'Etat». «Dans ces affaires d'intérêt national, nous n'avons pas pris position pour faire taire les rumeurs et nous avons pris une position pour un choix, qui nous semble en tant que famille politique importante sur la scène nationale, servira les intérêts de la nation et de l'Etat algériens», a-t-il déclaré dans une conférence de presse tenue à l'issue des travaux du Conseil national du RND.

**«La baisse des réserves
de change de l'Algérie incite
à fournir plus d'efforts»**

**Affaire de la cocaïne :
«L'Algérie vit une agression
à travers la drogue»**
P. 3



Conférence de presse animée au terme de la 5^e session du Conseil national du RND

ÉNERGIES RENOUVELABLES

**Une quarantaine de
docteurs de haut niveau
formés annuellement
en Algérie**
P. 4

RESSOURCES EN EAU

**M.Necib : «25 % de l'eau potable
fournie par les stations de
dessalement d'eau de mer dans
les 3 prochaines années»**
P. 4

AGRICULTURE :
**Election du président
du Conseil national
interprofessionnel
de la filière avicole**
P. 4

SANTÉ

**BRUIT :
Une autre
forme de
pollution**
P.p 12-13

FOOTBALL

MERCATO ESTIVAL / CRB :
**Chaouchi et Balegh
nouvelles recrues**
P. 22

Les deux sociétaires du MC Alger le gardien de but international Faouzi Chaouchi et le milieu offensif Abousofiane Balegh se sont engagés pour un contrat de deux saisons avec le CR Belouizdad, à apprès l'APS hier du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne Mobilis de football.

**Le pétrole
rebondit
après l'accord
de l'Opep sur
la production**
P. 7

Les prix du pétrole ont rebondi vendredi alors que l'Opep a décidé d'augmenter sa production de pétrole d'environ un million de barils par jour, sans toutefois fournir beaucoup de détails.

MDN

LUTTE CONTRE
LE TERRORISME
**Découverte
du cadavre
d'un terroriste
et destruction
de 2 casemates
à Skikda**
P. 24

DEMAIN AU CERCLE NATIONAL DE L'ARMÉE Installation du Conseil de partenariat de la formation et de l'enseignement professionnels

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, M. Mohamed Mebarki, présidera demain lundi 25 juin à partir de 8h30 au Cercle national

de l'armée de Beni Messous, la cérémonie d'installation du Conseil de partenariat de la formation et de l'enseignement professionnels.



Horaire des prières

Dimanche 10 Choual 1439

Fajr	03:27
Dohr	12:51
Asr	16:42
Maghreb	20:15
Isha	21:59



CE MATIN À L'ESSS Séminaire de mi-parcours du jumelage institutionnel Algérie-UE



Dans le cadre du programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union Européenne (P3A), la ministre de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Mme Ghania Eddalia, présidera ce matin, à partir de 08h30, à l'École supérieure de la sécurité sociale (ESSS), Ben Aknoun (Alger), l'ouverture du séminaire de mi-parcours du jumelage institutionnel Algérie-Union européenne sous le thème «Présentation des nouvelles dynamiques impulsées par le ministère de la solidarité nationale en matière d'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap». Prendront part à ce séminaire, des ambassadeurs, les représentants des départements ministériels concernés et de la société civile ainsi que des experts nationaux et étrangers engagés dans la prise en charge des personnes handicapées.

AFFAIRES RELIGIEUSES Mohamed Aïssa à Tiaret



Le ministre des Affaires Religieuses et des Wakfs, M. Mohamed Aïssa, effectuera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tiaret. Au cours de cette visite, le ministre présidera l'ouverture des travaux d'un colloque national sur «Le discours religieux moderne».

MOUDJAHIDINE Zitouni demain à Saïda

Le ministre des Moudjahidine, M. Tayeb Zitouni, effectuera demain lundi 25 juin, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Saïda.



INDUSTRIE ET MINES Yousfi à Constantine



Dans le cadre du suivi des projets de son secteur, le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Youcef Yousfi, effectuera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Constantine.

SALLE IBN KHALDOUN «Deadpool», «Solo» et «Avengers»

L'Établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, organise du 25 au 27 juin à la salle Ibn Khaldoun des séances de projections des films «Deadpool», «Solo» et «Avengers».



Météo



	Max	Min
Alger	28°	18°
Oran	31°	19°
Annaba	26°	18°
Béjaïa	28°	18°
Tamanrasset	34°	24°

JEUDI À LA SALLE MAGHREB Spectacle de flamenco

L'Office national de la culture et de l'information (ONCI), organise jeudi 28 juin à partir de 19h, à la salle Maghreb d'Oran, un spectacle de flamenco avec le groupe Gypsy.



DEMAIN À DJELFA 77^{es} Journées d'information sur la Sûreté nationale

La 77^e édition des journées d'information sur les missions des services de la sûreté nationale sera organisée du 25 au 28 juin à Djelfa, a annoncé hier la cellule de communication de la sûreté de wilaya. L'événement englobera diverses activités, qui seront arbitrées par la maison de la culture "Ibn Rochd" du chef-lieu de wilaya, le complexe sportif "Brahimi Lakhdar" et la cité "L'khounia" de Djelfa, a-t-on indiqué. Inscrite au titre de la mise en application de la politique de police de proximité, la manifestation vise à informer le large public sur le niveau de développement atteint par la police algérienne, de même que la place qu'elle occupe aux plans régional et mondial, a-t-on ajouté. L'opportunité permettra au citoyen djelfi de connaître de plus près les différentes missions dévolues à ce corps sécuritaire, ainsi que les moyens mis en œuvre, par ses éléments, pour garantir la sécurité des citoyens et de leurs biens, lutter efficacement contre le crime sous toutes ses formes.



DU 25 AU 27 JUIN À ALGER 3^e Forum annuel Medthink du dialogue des pays 5+5 de la Méditerranée occidentale

Le troisième Forum annuel des membres du réseau des think tanks du Dialogue 5+5 se tiendra du 25 au 27 juin à Alger, sous le thème : «Le développement humain, comme moteur de coopération dans le Dialogue 5+5: Défis communs, Gestion partagée». Cet événement est organisé par l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) et l'Union pour la Méditerranée (UPM), avec la collaboration de l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG). Après avoir eu lieu respectivement à Barcelone en 2016 et à Lisbonne en 2017, la tenue de la troisième édition à Alger, sera la première à avoir lieu sur la rive sud de la Méditerranée. Ce Forum regroupera des décideurs politiques de haut niveau et des experts, pour débattre des problématiques communes des pays du Dialogue 5+5, et vise à renforcer la coopération entre les deux rives de la Méditerranée occidentale.



AQUACULTURE CONTINENTALE Exportation du sandre et de la carpe vers la Hongrie, la France et la Tunisie

Des exportations du sandre et de la carpe ont été réalisées vers la Hongrie, la France et la Tunisie, a annoncé hier à Tizi-Ouzou lors du 2^e Salon vétérinaire, productions animales et aquaculture, le spécialiste en aquaculture, Toufik Boutouchent. Dans sa communication sur la promotion de l'investissement et de l'entrepreneuriat dans le domaine aquacole, Toufik Boutouchent a indiqué que depuis fin 2017 des quantités régulières d'une tonne en moyenne de Sandre, produits dans les barrages des wilayas d'Aïn Defla et Guelma, sont exportées vers la Hongrie et la France. "Des Hongrois qui ont visité ces deux sites de production extensive avec une croissance naturelle de ce poisson à la chair très fine, appelé aussi le merlan d'eau douce, ont apprécié la qualité et la taille de ces poissons". Une quantité similaire de ce poisson est aussi exportée de manière régulière depuis l'hiver dernier vers la France, où on la retrouve dans l'un des plus grands marchés de produits frais à Paris, a-t-il ajouté. Quant à la carpe (chinoise et à grande bouche), produite en Algérie, elle est exportée vers la Tunisie, a ajouté ce même responsable qui a indiqué que ce poisson est destiné aux touristes allemands et danois qui sont amateurs de ce poisson.



APPEL AU PRÉSIDENT BOUTEFLIKA POUR BRIGUER UN NOUVEAU MANDAT : Ouyahia : «Un choix» qui servira les intérêts de l'Algérie

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a estimé hier à Alger que l'appel lancé par sa formation au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour briguer un nouveau mandat était «un choix qui servira les intérêts de la Nation et de l'Etat».

«Dans ces affaires d'intérêt national, nous n'avons pas pris position pour faire faire les rumeurs et nous avons pris une position pour un choix, qui nous semble en tant que famille politique importante sur la scène nationale, servira les intérêts de la nation et de l'Etat algériens», a-t-il déclaré dans une conférence de presse tenue à l'issue des travaux du Conseil national du RND.

M. Ouyahia a souligné que le RND était «une famille politique qui est autonome dans ses positions», ajoutant que son parti «n'a pas eu à consulter



le président de la République pour lui lancer un appel pour la raison très simple qu'il est de son droit

et devoir de faire une analyse de la scène politique nationale et des perspectives et des enjeux autour

de l'élection présidentielle à venir».

«Notre appel s'inscrit dans un vaste mouvement d'appel qui est en train de monter et surgir, émanant de formations politiques, d'organisations syndicales et de la société civile et nous sommes intimement convaincus de notre position», a-t-il affirmé. A une question sur son éventuelle candidature à la présidentielle au cas où le président Bouteflika ne se présenterait pas à cette élection, M. Ouyahia a indiqué que son parti «est engagé dans une position et espère et fera tout pour la faire aboutir».

Le RND disposé à participer à tout dialogue politique national dans le respect de la Constitution et des institutions de la République

Le Secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a affirmé hier à Alger que sa formation politique était disposée à participer à tout dialogue politique national «qui respecte la Constitution et les institutions de la République».

Intervenant lors d'une conférence de presse à l'issue de la tenue de la 5e session du Conseil national du parti, M. Ouyahia a précisé que le «RND est disposé à participer à tout dialogue politique national avec toutes les forces politiques, à condition que ce dialogue respecte la Constitution et les institutions de la République».

Le SG du parti a précisé que l'alliance des partis soutenant le programme présidentiel était ouverte à toutes les formations politiques, soulignant que cette alliance «active dans le cadre du staff gouvernemental et du Parlement et non dans un cadre partisan dont l'objectif est de publier des communiqués».

«C'est une alliance au service de l'Algérie à travers la mise en œuvre du programme du président de la République», a-t-il soutenu.

M. Ouyahia a fait savoir que son parti comptait entrer dans des alliances avec d'autres forces politiques à l'occasion des élections de renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation, soulignant que cette échéance électorale à laquelle se prépare le parti en prévision d'obtenir plus de 18 sièges actuellement, «n'a aucune relation avec l'élection présidentielle de 2019».

S'agissant de la prochaine élection présidentielle, le SG du RND a indiqué que l'appel du Conseil national du parti au moudjahid Abdelaziz Bouteflika pour briguer un nouveau mandat s'expliquait par «l'analyse faite par le parti de la situation que traverse le pays et de la composition de la scène politique en Algérie ainsi que des défis qui se posent à la scène nationale».

M. Ouyahia a tenu à souligner que le «Président Bouteflika jouit de ses pleines capacités d'analyse et de gestion et la décision de briguer un nouveau mandat lui revient», ajoutant que sa qualité de Premier ministre fait qu'il rencontre le Président périodi-

quement et que le «gouvernement et toutes les institutions de l'Etat activent sous ses instructions et bénéficient de sa clairvoyance».

Evoquant l'action du gouvernement, M. Ouyahia a nié l'existence d'une quelconque contradiction dans ce cadre, ajoutant qu'il «est tout à fait normal qu'une décision soit prise par le gouvernement et rejetée par le conseil des ministres», rappelant que «ce n'est pas la première fois qu'une telle chose arrive».

Le SG du parti RND a ajouté que la suppression par le Parlement des taxes proposées par le gouvernement dans le projet de LFC 2018 est une décision qui doit être respectée, car le gouvernement travaille «sous le contrôle» du pouvoir législatif.

M. Ouyahia a annoncé que le «Premier ministre présentera la déclaration de politique générale devant le Parlement au dernier trimestre de 2018, et ce après l'aval du président de la République».

Dans ce contexte, M. Ouyahia a affirmé que ses déclarations par rapport à la situation économique du pays «ne sont pas contradictoires», considérant que les mises gardes qu'il avait lancées à la fin de l'année dernière avaient pour objectif «de sensibiliser» sur la difficulté de la situation financière de cette époque et que «de discours optimiste actuel» découle de l'amélioration de la situation grâce à la décision relative au recours au financement non conventionnel qui a été prise par le président Bouteflika, lequel a permis d'éviter une grave crise pour le pays. Il a évoqué le dialogue entre le Gouvernement et les partenaires sociaux «qui ne s'est arrêté que lorsqu'une infraction à la loi a été enregistrée par ces partenaires tant du secteur de l'Education nationale que de celui de la Santé», affirmant que le Gouvernement avait «la responsabilité de garantir l'application de la loi» en la matière. M. Ouyahia a salué, en outre, la décision des médecins résidents relative à la suspension de la grève.

Evoquant la promotion de la langue amazighe, le responsable du parti a appelé «à la laisser cette affaire aux académiciens et experts dans le cadre de l'Académie algérienne de la langue

amazighe», ajoutant qu'il a été procédé actuellement à la généralisation de l'enseignement de la langue amazighe «et viendra le temps de la rendre obligatoire».

Par ailleurs, et en réponse à une question sur les relations diplomatiques avec le Maroc, M. Ouyahia a affirmé que «les bonnes intentions que l'Algérie a affichées à travers son soutien au dossier de candidature du Maroc pour organiser les compétitions de la Coupe du monde butent contre l'ouverture par le Maroc de la voie au trafic de drogue et des déclarations indignes de la part de certains responsables marocains».

L'Algérie «pâtit du trafic de drogue dont d'importantes quantités sont interceptées» grâce à la mobilisation des éléments de l'ANP et des autres services de sécurité, a-t-il affirmé, rappelant la position inébranlable du parti concernant l'application de la peine de mort contre les trafiquants de drogue. Concernant les épreuves du Baccalauréat, le SG du parti a affirmé que la décision de suspendre Internet durant la première heure de chaque épreuve est «nécessaire afin de protéger cet examen et d'assurer sa crédibilité», soulignant que cette procédure «n'entraînera pas de grosses pertes pour les entreprises économiques». Par ailleurs, M. Ouyahia a qualifié la vidéo publiée par la journaliste algérienne au siège du parlement européen d'«ignoble», ajoutant que «l'Algérie aurait dû répondre et condamner la position des autorités européennes qui l'ont laissée exploiter leurs sièges».

Il a condamné, en outre, les idées séparatistes lancées par «l'agent» Ferhat Mhenni en Kabylie et son appel à organiser «des groupes terroristes armés», saluant les positions de différents organismes qui ont mis en garde «contre le danger que représente cette personne pour le pays».

Concernant le crash de l'avion militaire à Boufarik, le SG du parti a indiqué que cet accident «n'est pas unique en son genre», ajoutant que «l'enquête suit son cours et le ministère de la Défense nationale détenait la prérogative d'informer l'opinion publique des résultats au moment opportun».

AFFAIRE DE LA COCAÏNE : L'Algérie vit une agression à travers la drogue

L'Algérie «vit une agression à travers la drogue et beaucoup de quantités sont interceptées», grâce à la mobilisation de l'armée et des autres services de sécurité, a affirmé hier à Alger, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia. «Lorsqu'on voit le flot de drogue qui s'abat sur nos frontières de plusieurs destinations, nous considérons que nous ne sommes pas dans l'excès de qualifier cela d'une agression», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse tenue à l'issue des travaux du Conseil national du parti, relevant que «grâce à Dieu et à la mobilisation de l'Armée nationale populaire (ANP) et les autres services de sécurité beaucoup de quantités sont interceptées».

M. Ouyahia a souligné que «la société algérienne a montré sa fermeté et son unité et les citoyens sont unis quand il s'agit des intérêts du pays, donc on tente de la pourrir de l'intérieur avec la drogue qui est une arme qui attaque d'abord notre jeunesse».

Le SG du RND a indiqué que son parti a, dans sa résolution sanctionnant les travaux du Conseil national, rappelé sa position «qui n'est pas nouvelle et qui est doctrinale, à savoir l'application de la peine de mort contre les trafiquants de drogue».

«Je ne parle d'un jeune qui serait pris dans un contrôle avec un gramme de drogue, celui-là, la justice le jugera selon la loi, mais je parle de ceux qui veulent détruire le pays», a-t-il expliqué.

Invité à donner son commentaire sur l'affaire des 701 kg de cocaïne saisis récemment au port d'Oran, M. Ouyahia a indiqué que «l'affaire est entre les mains de la justice, laissons la faire son travail».

«La baisse des réserves de change de l'Algérie incite à fournir plus d'efforts»

La baisse des réserves de change de l'Algérie, qui devraient atteindre 85 milliards de dollars à la fin de l'année, incite les autorités publiques à fournir «plus d'efforts» pour sortir de la dépendance des hydrocarbures, a indiqué samedi à Alger, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia. «A la fin du mois de mai, les réserves de change de l'Algérie s'établissaient à 90 milliards de dollars et devraient baisser à 85 milliards dollars à la fin de l'année en cours, en raison des importations des biens et services», a précisé M. Ouyahia lors d'une conférence de presse animée au terme de la 5e session du Conseil national du RND.

Pour M. Ouyahia, qui occupe aussi le poste de Premier ministre, «la tendance des hydrocarbures est à la baisse, ce qui doit inciter l'Algérie à faire plus d'efforts à l'avenir», estimant que l'accord auquel est parvenu l'OPEP «va freiner les prix».

Dans le même sillage et qualifiant le recours au financement non conventionnel de «choix courageux» du Président Abdelaziz Bouteflika, M. Ouyahia a indiqué que cela a permis à l'Algérie de poursuivre son développement économique, tout en évitant de connaître la même situation de crise qu'en 1986.

Il a ainsi rappelé qu'en septembre 2017, «l'Etat était dans une situation qui n'allait pas lui permettre de payer les fonctionnaires», précisant qu'à la même période de l'année, le Trésor public disposait de 50 milliards DA, alors qu'il lui fallait 150 milliards DA au moins.

«Cette situation aurait pu nous amener à un arrêt total de l'économie nationale dans la mesure où c'était la sécheresse au niveau des banques».

Aujourd'hui la situation a pu être redressée certes, mais il reste encore un long chemin à parcourir d'autant plus que nous sommes engagés à atteindre un équilibre du budget en 2022», a-t-il ajouté.

A une question sur la destination de l'argent du financement non conventionnel ou ce qui est appelé la planche à billets, le secrétaire général du RND a fait savoir que ces fonds vont vers des projets socioéconomiques.

«En 2017, nous avons tiré 570 milliards DA pour le budget et le règlement de certaines dépenses. Nous avons aussi soldé 452 milliards DA que Sonatrach devait au Trésor», a relevé M. Ouyahia, ajoutant que «le Trésor public avait sauvé la Banque nationale d'Algérie (BNA) en rachetant en cash 545 milliards DA qu'il avait repris en bons de trésors sur une période de 30 ans». Toujours en matière de financement non conventionnel, M. Ouyahia a fait savoir que 154 milliards DA ont été dégagés pour les projets AADL, alors que pour l'année 2018, quelque 900 milliards DA sont dégagés pour le financement du déficit qui était de 1.800 milliards DA. A cela s'ajoutent, a-t-il poursuivi, «des 500 milliards DA consacrés au financement de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) afin de renflouer les caisses de la Caisse nationale des retraités (CNR), autrement les retraités n'auraient pas perçu leurs pensions», a-t-il conclu.

ENERGIES RENOUVELABLES : Une quarantaine de docteurs de haut niveau formés annuellement en Algérie

L'Algérie forme chaque année une quarantaine de docteurs de haut niveau dans le domaine des énergies renouvelables, a révélé, jeudi à Bou Ismail (Tipasa), le directeur général du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), Yassa Noureddine.

«Une quarantaine de docteurs de haut niveau sont formés annuellement en Algérie dans le domaine des énergies renouvelables», a indiqué Pr.

Yassa dans une déclaration à la presse, en marge de la célébration du solstice d'été, coïncidant avec le 21 juin de chaque année. Citant les qualifications scientifiques comme étant un «facteur essentiel dans la réussite de la transition énergétique ambitionnée par l'Algérie», le DG du CDER a fait état du recensement de 350 chercheurs permanents dans le domaine des énergies renouvelables au niveau des centres de recherche relevant de son institution scientifique, à l'instar de l'unité de développement des équipements solaires (UDES) de Bou Ismail et de celles d'Adrar et de Ghardaïa.

«Les chercheurs algériens sont aptes et disposés à mettre en œuvre le programme national relatif à la transition énergétique», a ajouté Yassa Noureddine, soulignant la distinction de leurs (chercheurs) innovations et réalisations dans nombre de concours locaux, régionaux et internationaux.

Le DG du CDER a également affirmé l'existence d'une volonté politique «palpable» au sein du Gouvernement, pour accompagner et encourager la recherche scientifique, avant de saluer la décision du Président de la République portant sur la création d'un ministère pour les énergies renouvelables. «Cette volonté politique marquée du sceau de la «priorité» par le Président de la République a été à l'origine de nombreuses mesures palpables prises dernièrement par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, portant notamment sur l'introduction progressive des énergies renouvelables au sein des structures des collectivités locales», a souligné Pr. Yassa. Aussi, a-t-il exprimé la disponibilité des unités de l'UDES pour accompagner cette dynamique, à travers la proposition de solutions intelligentes et modèles novateurs, comme alternatives à l'importation. A noter que l'unité des énergies renouvelables de Bou Ismail a célébré, à l'occasion de ce solstice d'été, le 40ème anniversaire de sa création. De nombreux chercheurs ont été honorés en reconnaissance de leurs réalisations et innovations scientifiques de qualité.

AGRICULTURE: Election du président du conseil national interprofessionnel de la filière avicole

Une assemblée générale électorale s'est tenue hier à Alger afin d'élire le président du Conseil national interprofessionnel de la filière avicole, a indiqué le ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la Pêche dans un communiqué.

Cette assemblée s'est tenue suite aux recommandations issues des Assises nationales de l'Agriculture liées aux organisations professionnelles des filières agricoles, ajoute la même source.

L'Assemblée générale électorale des aviculteurs a permis d'élire M. Kali El Moumen, président du Conseil national interprofessionnel de la filière avicole.

Après son élection, M. El Moumen s'est engagé d'œuvrer à la promotion et au développement de la filière, à travers l'accompagnement des aviculteurs et la prise en charge de leurs préoccupations.

Il a indiqué que le conseil est appelé à jouer un «rôle moteur» et constituer un espace de communication et de concertation entre les professionnels de cette filière et les pouvoirs publics, outre la promotion et le dévelop-

pement du progrès technique.

Par ailleurs, le Conseil aura pour tâche de collecter les données nécessaires à l'élaboration d'une «feuille de route» devant guider à l'avenir de l'activité avicole.

Pour rappel, la valeur de la production avicole pour l'année 2017 était de 228 milliards DA dont 154 milliards de DA pour les viandes blanches et 73 milliards de DA pour les œufs de consommation.

Les wilayas potentielles en matière de production de viandes blanches pour l'année 2017 et qui assurent 70% de la production nationale sont Batna, Bouira, Sétif, Médéa, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Bordj-Bou-Argeridj, Mila, Mascara, Aïn Defla, Tipaza, Tiaret, Oum El Bouaghi, Bejaia et Boumerdes.

S'agissant de la production

pour l'année 2017, il a été enregistré 529.442 tonnes de viandes blanches et 6,75 milliards d'unités d'œufs de consommation et le potentiel avicole pour l'année 2017 était de 233 millions de sujets de poulet de chair, 5,79 millions de sujets de Dinde et 28,06 millions de sujets de ponte.

La disponibilité des viandes blanches pour l'année 2017 était de 13 kg/hab par an et 160 œufs de consommation/hab/an, conclut le communiqué.

A rappeler, les Assises nationales de l'agriculture organisée avril dernier à Alger, avaient pour objectif de réfléchir avec l'ensemble des partenaires et intervenants sur les questions importantes en matière de politiques agricole, rurale et de pêche.



Neuf (09) ateliers avaient été consacrés, à cet effet, pour débattre les questions liées au foncier agricole, la ressource hydrique, la valorisation des produits agricoles et agroalimentaires, l'exportation des produits agricoles, la formation et l'innovation, l'organisation professionnelle et interprofessionnelle, le financement et les investissements agricoles et agroalimentaire, le développement rural et l'économie forestière, ainsi que le développement de la pêche et de l'aquaculture.

DÉSERTIFICATION : Toutes les parties sont concernées par la lutte contre ce phénomène

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgoui, a estimé, hier à Nâama, que les investisseurs, opérateurs économiques, producteurs et décideurs sont concernés pour dégager des solutions structurantes et durables aux problèmes de la désertification, de l'exploitation non durable des terres et de la détérioration des ressources naturelles.

Intervenant lors de la cérémonie de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la désertification, abritée par la Maison de la culture Ahmed Chami sous le slogan «la terre a de la valeur, investissez-y», le ministre a indiqué qu'une surface de 2,5 millions d'hectares, situés entre le Nord du pays et la région steppique, sont considérés comme terres détériorées selon une carte mondiale, élaborée en 2015 au profit du Secrétariat de la Convention des Nations-Unies de lutte contre la désertification.

Pour faire face à ce danger, a ajouté le ministre, l'Algérie a initié de 1999 à ce jour, de nombreux projets au niveau

de 723 communes issues de 30 wilayas pour un montant financier de plus de 100 milliards DA.

Ces projets ont concerné le développement et la protection des écosystèmes et des terres agricoles contre l'avancée des sables, le cumul de sable, l'augmentation des capacités fourragères des pâturages, du rendement de mise en valeur des terres et autres programmes ayant nécessité des ressources techniques, des études approfondies et la mobilisation de moyens humains et logistiques, entre autres.

«L'Algérie a acquis une expérience appréciable en matière de lutte contre la désertification et la récupération des terres détériorées, qui est l'un des objectifs du développement durable que l'Etat aspire à réaliser à l'horizon 2030», a souligné Abdelkader Bouazgoui.

Le ministre a appelé toutes les parties concernées, organisations et associations professionnelles activant dans le secteur agricole, à considérer l'agriculture comme étant «un projet commercial» et qu'«il faut exploiter d'énormes moyens dans ce domaine

pour assurer la sécurité alimentaire, la stabilité sociale et la souveraineté nationale». Par ailleurs, Abdelkader Bouazgoui a insisté sur la nécessité d'intensifier les actions de sensibilisation pour préserver les terres agricoles de la détérioration et assurer leur extension. «L'Algérie qui a adhéré à différentes conventions mondiales de lutte contre la détérioration écologique, continuera à mobiliser tous les moyens pour lutter contre l'avancée du désert pour protéger les terres agricoles et les pâturages», a-t-il souligné, assurant que «la stratégie de l'Etat visant à exploiter les moyens naturels pour atteindre de hautes performances du secteur agricole sera poursuivie».

Le ministre a entamé sa visite dans la wilaya de Nâama, en inspectant des exploitations agricoles et des projets de lutte contre la désertification dans plusieurs communes. Il a visité une exposition mise sur pied à l'occasion de la célébration de cette Journée mondiale, par la conservation des forêts, la direction locale de l'environnement et des associations locales.

RESSOURCES EN EAU

25 % de l'eau potable fournie par les stations de dessalement d'eau de mer dans les trois prochaines années

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a déclaré jeudi à Mostaganem, que les stations de dessalement d'eau de mer fourniront 25% de l'eau potable au niveau national dans les deux à trois prochaines années au maximum.

«Le système de dessalement d'eau de mer fournit actuellement 17% de l'eau potable.

Ce taux peut atteindre 20% grâce aux 11 stations entrées en service», a indiqué M. Necib.

«Ce système contribuera à 25

% de la fourniture d'eau potable dans les deux à trois prochaines années à l'échelle nationale après l'entrée en service de quatre nouvelles stations de dessalement d'eau de mer actuellement en phase du lancement des travaux», a-t-il ajouté. Le premier responsable du secteur a expliqué que «l'Algérie, tout comme de grands pays du monde, investit dans le domaine de dessalement d'eau de mer dans le cadre du plan national de sécurisation de l'eau potable». Et

d'ajouter : «Nous sommes entraînés de cueillir les fruits de la vision juste du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika», tout en rappelant la situation difficile en 2000 marquée par la sécheresse qui a duré plus de 10 ans. Le ministre a fait savoir que le défi actuel de dessalement d'eau de mer comporte l'amélioration des capacités de gestion et de maîtrise de la station de Mostaganem, qui fournit plus de 80% des besoins journaliers en eau de la wilaya. S'agissant

de l'investissement dans les domaines du tourisme aux abords des barrages et des oueds, Hocine Necib a déclaré que l'Agence nationale des barrages et transferts a accueilli 40 dossiers d'investissement actuellement à l'étude, signalant que son département ministériel a fait une correspondance aux walis dans ce sens. Il a également fait part de l'achèvement de l'élaboration des cahiers de charges et la constitution d'une commission multisectorielle pour l'octroi de

concessions et la concrétisation des projets dans les plus brefs délais. Le ministre a procédé à Mostaganem au lancement de la réalisation de la première tranche du périmètre agricole irrigué de la plaine d'El Alb sur une superficie de 6.000 hectares au sud-ouest de la wilaya et à la mise en service du réseau d'alimentation en eau potable de plus de 7.000 habitants des zones rurales de la commune de Sirat (sud de la wilaya).

LE CENTRE CULTUREL ISLAMIQUE DE OUARGLA: Diverses activités de vulgarisation et de rayonnement culturel et socioculturel

Diverses activités culturelles et socio-culturelles sont assumées par le centre culturel islamique d'Ouargla depuis son ouverture en novembre dernier.

Cet acquis n'a cessé depuis d'apporter sa contribution à travers des activités diverses à ses visiteurs de différentes catégories sociales, y compris les enfants et les apprenants des sections d'alphabétisation, pour leur imprégner les valeurs et principes de l'Islam et leur apprendre le saint-Coran.

Cette structure est devenue, en un laps de temps, le théâtre et une tribune à différentes manifestations de vulgarisation, de sensibilisation et de communication avec la société civile, en abritant, avec le concours de différents secteurs concernés, de nombreuses conférences et séminaires ayant trait, entre autres thèmes, à la lutte contre les fléaux sociaux, la protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles, a précisé la responsable du centre.

Les encadreurs du centre ont, dans le but d'ancrer le sens patriotique et la préservation du référentiel culturel et identitaire, opté pour l'organisation de nombreuses conférences historiques et littéraires, à la faveur de différentes occasions religieuses et nationales, tels que l'anniversaire du déclenchement de la Révolution et la célébration des journées de la victoire et du Chahid, pour mettre en avant les grands sacrifices consentis par le peuple algérien pour le recouvrement de sa souveraineté, a précisé Fewzia Badri.

Le centre organise, par souci de consolider les moyens et facteurs de cohésion de la société algérienne, des sessions de formation spécialisées pour renforcer, à travers une manifestation intitulée «Mère consciente, enfant sain», la qualification des mères et des éducatrices, et d'autres sessions au profit des futures mariées.

A ces actions visant l'épanouissement et le rayonnement scientifique des différentes couches sociales, s'ajoute l'ouverture d'une salle pour la prise en charge, en coordination avec la Direction de l'action sociale et de la solidarité, de 15 non-voyants en leur apprenant l'écriture et la lecture braille, en sus d'autres salles dédiées à l'apprentissage du saint Coran au profit des femmes (une vingtaine actuellement), ainsi que des salles de prise en charge des autistes.

Le centre entend ouvrir prochainement des clubs, dont ceux de l'Inchad (chant religieux) et du saint Coran, qui viendront s'ajouter à la bibliothèque (quelque 3.000 ouvrages) ouverte dernièrement à la satisfaction de ses adhérents, des étudiants et des enseignants.

Couvrant une superficie de près de 2.300 m² au niveau de la zone des équipements publics (Ouest de la ville d'Ouargla), le centre culturel islamique, de conception alliant architecture moderne et maghrébine, figure parmi les importants projets dont a bénéficié dernièrement la wilaya.

Il abrite un bloc pédagogique avec six (6) salles, une salle de lecture, une salle de conférences de 300 places et un bloc administratif, et constitue un véritable centre de rayonnement religieux et culturel, qui vient renforcer les structures religieuses existantes et contribuer à l'ancrage des préceptes islamiques et la préservation de l'identité arabo-islamique.

APS

ALGÉRIE-AZERBAÏDJAN M. Louh reçu par le Président de l'Azerbaïdjan

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh a été reçu hier par le Président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliyev, à qui il a transmis les salutations du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika au titre des efforts qu'il fournit pour «soutenir» l'initiative de l'Algérie dans la stabilité des marchés internationaux du pétrole.

M. Aliyev a salué, de son côté, le rôle du Président de la République M. Abdelaziz Bouteflika «dans le soutien et le renforcement des relations entre l'Algérie et son pays dans le domaine juridique et judiciaire», a indiqué un communiqué du ministère de la Justice.

Durant cette audience déroulée en présence du ministre de la Justice Azerbaïdjanais Fikret Mammadov, M. Louh a passé en revue les relations bilatérales et les moyens de les développer et de les renforcer dans divers domaines, a ajouté la source.

Le ministre a évoqué les résultats de sa visite à Azerbaïdjan sanctionnée par la signature jeudi d'un accord sur l'extradition qui fait suite à un mémorandum d'entente signé à Alger en avril 2017 dans la cadre de la lutte contre le terrorisme, le crime organisé transnational et le renforcement de la coopération judiciaire et juridique entre les deux pays.

M. Louh a eu au cours de cette visite de quatre jours une série de rencontres



et de visites dans le cadre de la consolidation des relations bilatérales dans le domaine de la coopération judiciaire et institutionnelle entre les deux pays.

ALGÉRIE-AFRIQUE-ONU ONG africaines : 2^e Conférence internationale en novembre à Alger

La 2^e Conférence internationale des ONG africaines, membres du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), se tiendra du 19 au 21 novembre 2018, à Alger, a-t-on appris hier des organisateurs.

Placée sous le thème «Préparer l'Afrique au défi de la crise migratoire et du développement économique et social du continent dans le cadre d'une préparation accrue et d'un partenariat solide entre société civile, pouvoirs publics et secteur privé», cette 2^e conférence s'inscrit dans la continuité des recommandations de la 1^{ère} Conférence, tenue en décembre 2017 dans la capitale guinéenne, Conakry. Parmi les principaux objectifs retenus dans le cadre de cette conférence, figure notamment, la préparation d'une stratégie commune pour entendre la voix de l'Afrique dans toute sa composante économique, politique et sociale, en vue du prochain «Forum mondial sur la migration et le déve-



loppement», qui se tiendra du 5 au 7 décembre 2018 au Maroc, ainsi que la «Conférence internationale sur la migration 2018», organisée par l'ONU aussi au Maroc les 10 et 11 décembre, la même année. Trois principales thématiques sont prévues lors de cette conférence. Le premier axe sera articulé autour des «Migrations et développement en Afrique, états des lieux, enjeux et perspec-

tives», le second, sur «l'Autonomisation et insertion socioprofessionnelle des jeunes en Afrique», alors que le 3^e axe sera centré sur «le Partenariat et la coopération à dimension multilatérale pour l'entrepreneuriat, l'innovation et l'industrialisation inclusive et durable».

Quelque 500 participants prendront part à cet événement où toutes les sous-régions d'Afrique seront re-

présentées, ainsi que des personnalités internationales, dont le président de la Commission africaine et des prix Nobel pour la paix, et des représentants de l'UE et des Etats-Unis d'Amérique. Cette conférence est organisée à l'initiative de l'Association nationale des Echanges entre jeunes (ANEJ), en partenariat avec plusieurs organismes, dont les ministères des Affaires

étrangères, de l'Intérieur et des Collectivités locales, du Travail et de l'emploi, ainsi que le ministère de la Jeunesse et des sports.

Plusieurs autres organisations internationales, dont le Parlement africain de la Société civile ainsi que les Collectifs des étudiants étrangers africains en Algérie, sont, en outre, partenaires dans cet événement.

GHARDAÏA : 4 cas de tentatives de tricherie au bac déjoués

Quatre tentatives de tricherie à l'examen du baccalauréat session juin 2018 ont été signalées et déjouées à Ghardaïa durant les deux premiers jours des épreuves, a-t-on appris samedi auprès de la direction de l'Éducation de la wilaya.

Ces cas de tricherie ont été enregistrés dans la commune d'El-Atteuf (un dans le centre d'examen pour candidats scolarisés et trois autres dans un centre d'examen pour candidats libres) où les candidats ont tenté de tricher en utilisant des smartphones, pourtant interdits dans les salles d'examens et introduits illégalement en classe, a-t-on pré-

cisé. Les candidats ont enregistré les leçons de chaque matière d'examen dans les smartphones afin de copier à partir de ces moyens technologiques de communication et répondre aux questions, ajoute la source.

Les mis en cause, pris en flagrant délit de tricherie lors des examens du baccalauréat, ont été disqualifiés, leurs portables confisqués comme preuve et des procès-verbaux ont été établis et feront l'objet de mesures disciplinaires à caractère pédagogique, selon la direction du secteur.

Quelque 11.349 candidats, dont plus de 47,5% de candidates, passent cette

année les épreuves du Baccalauréat dans 42 centres d'examen répartis sur le territoire de la wilaya de Ghardaïa.

Selon les statistiques de la direction locale de l'Éducation, le nombre des candidats libres représente, quant à lui, 48,1% de l'effectif global des candidats, soit 5.468 candidats.

Pour garantir le bon déroulement des épreuves, pas moins de 3.200 agents de sûreté nationale, 3.000 encadreurs du secteur de l'éducation et plus de 2.500 intervenants d'autres secteurs (protection civile, gendarmerie et médecin) ont été mobilisés, a-t-on fait savoir.

RÉUNION OPEP-NON OPEP: 2 experts en énergie abordent les enjeux du marché pétrolier mondial (3 QUESTIONS)

Deux experts dans les questions énergétiques, Nordine Aït Laoussine, président de la société de conseils en énergie Nalcosa (basée à Genève) et ancien ministre de l'Énergie, et Tewfik Hasni, consultant en transition énergétique et énergies, s'expriment sur les enjeux de la Conférence ministérielle de l'Opep et la réunion ministérielle des pays Opep et non Opep, prévues respectivement vendredi et hier à Vienne.

-QUESTION: L'Opep et ses partenaires se réuniront les 22 et 23 juin à Vienne pour discuter de l'avenir de leur accord.

Selon vous, quels sont les scénarios qui se profilent?

-NORDINE AIT LAOUSSINE: Les pays signataires de la «Déclaration de Coopération» de décembre 2016 se trouveront devant un choix difficile: poursuivre, dans l'ordre, leur coopération en matière de restriction de leur production, ou procéder, dans le désordre, à une levée prématurée de ces restrictions.

Le désordre est à craindre pour plusieurs raisons.

D'abord parce que l'intention affichée publiquement et unilatéralement par les 2 chefs de file, l'Arabie Saoudite (pour le camp Opep) et la Russie (pour le camp non-Opep) d'augmenter la production du groupe, ne fait pas l'unanimité.

Un grand nombre de pays (appartenant aux deux camps) s'y opposent.

Parmi ces pays, nombreux sont ceux qui ne sont pas en mesure d'augmenter leur niveau de production à court terme.

Ensuite, parce que le marché pétrolier qui a, certes, retrouvé son équilibre (suite à la réduction massive des stocks excédentaires depuis janvier 2017) reste très volatile.

L'amélioration récente des cours du Brent risque de freiner la croissance de la demande et de booster la production non-Opep concurrente.

Tous les analystes, y compris ceux du secrétariat de l'Opep, s'attendent d'ailleurs cette année à une baisse de la demande résiduelle de l'Opep nécessaire à l'équilibre du marché, après trois (3) années d'augmentation successives.

Une augmentation de la production pourrait donc entraîner un nouveau fléchissement des cours, ce qui aggraverait la situation financière des pays dont le niveau de production est en déclin.

Quant aux conséquences sur les prix, la reconduction pure et simple de l'accord actuel, jusqu'à son terme en fin d'année, maintiendrait les prix dans la fourchette actuelle de 70 à 80 dollars le baril.

Tandis qu'une décision qui augmenterait légèrement la production du groupe (de 0,3 à 0,5 mbj) conduirait grosso modo au même résultat si cette décision est prise à l'unanimité et si elle est clairement soutenue par la Russie.

Le pire des cas serait une augmentation plus importante (environ 1 mbj) de la production qui serait imposée par l'Arabie Saoudite et la Russie, sans l'accord de la majorité.

Ce cas extrême pourrait signifier l'abandon de l'accord de décembre 2016, et conduirait vraisemblablement à une recarte momentanée des cours vers la barre de 60 dollars.

-TEWFIK HASNI: Les membres de l'Opep ont perdu depuis longtemps le contrôle de l'organisation.

Les prétendus accords précédents n'étaient toujours pas respectés.

Les guerres qui perturbent la région ont eu un impact sur la production.

Elles ont affecté la production des grands producteurs comme l'Irak, l'Iran, La Libye.

Ceci pour rappeler que le pétrole n'obéit pas seulement à une question d'offre et de demande.

De l'autre côté, la production du schiste américain a dépassé la barre des 10 mbj (10,9 mbj).

Le Wall Street Journal titrait d'ailleurs que le pétrole de schiste américain avait cassé l'Opep.

La Russie n'a pas respecté, non plus,



son quota.

Elle a même dépassé l'Arabie Saoudite. L'augmentation des prix résultant des pertes de production des grands pays producteurs en guerre avait poussé les prix jusqu'à 80 dollars.

Il faut cependant retenir que les parts de marché perdus par les pays du Moyen-Orient ont été récupérées par le pétrole de schiste américain.

Mais lorsqu'ils ont dépassé les 75 dollars, cela a été une ligne rouge inacceptable pour l'économie occidentale, et permettait aux pays considérés par les USA comme des «ennemis», de se renflouer financièrement.

Le Président Trump a mis le holà.

L'injonction faite à l'Arabie Saoudite a été suivie d'effets, puisque ce pays a annoncé qu'il va augmenter sa production de 1,5 mbj.

La Russie a fait aussi une annonce similaire.

Le Président Trump vient de rappeler d'ailleurs cela, à l'attention de la prochaine réunion de l'Opep.

Les enjeux de la réunion deviennent marginaux puisque les décisions importantes ont été prises en dehors de l'Opep.

Le schiste américain ayant atteint ses limites suite à la saturation des pipes de transport de pétrole, Les USA ne peuvent plus capter d'autres marchés.

Ils laissent le soin à l'Arabie Saoudite de gérer ses parts de marchés au détriment des autres pays de l'Opep.

Les USA interviendront pour les aider s'il le faut.

Vous comprenez qu'il n'y a plus d'enjeu à la prochaine discussion.

La seule stratégie sera de voir comment on pourrait faire passer le prix d'équilibre de 75 dollars.

Il pourrait retomber plus bas si la guerre des prix s'imposerait au sein de l'Opep.

-QUESTION: A Vienne, l'Iran va faire pression pour récupérer une partie de sa production, mais d'une façon prudente afin de ne pas casser la demande. Quel est votre commentaire?

-NORDINE AIT-LAOUSSINE: L'Iran risque de se trouver dans l'impossibilité de protéger sa part de marché suite à la décision de l'Administration américaine de se désengager de l'accord sur le nucléaire iranien et d'imposer un nouvel embargo sur ses exportations.

Le pays risque, en fait, une baisse automatique de sa part de marché en cas d'augmentation du plafond global de production du groupe.

Il y a donc tout lieu de s'attendre à un refus de l'Iran de modifier les dispositions de l'accord de production actuel.

Une levée précoce des restrictions de production aurait également des consé-

quences désastreuses pour le Venezuela qui serait ainsi frappé d'une triple peine: effondrement de ses exportations suite au déclin naturel de sa perte automatique de part de marché et affaiblissement éventuel du prix du baril.

Il est clair que le pays opposera, lui aussi, son veto à l'augmentation envisagée de la production du groupe.

L'Iran et le Venezuela ont, en outre, en commun un grave sujet d'inquiétude, celui de l'empressement de l'Arabie Saoudite à répondre favorablement à une demande américaine d'augmenter la production pour peser sur les prix.

Cet empressement à compenser avec du pétrole saoudien, la baisse des exportations de l'Iran et du Venezuela, résultant directement ou indirectement des sanctions américaines, est ressenti comme une provocation.

Il risque d'avoir des conséquences néfastes sur les relations de solidarité et la cohésion remarquable dont les signataires du pacte Opep-non Opep ont fait preuve depuis l'accord d'Alger de septembre 2016.

-TEWFIK HASNI: L'Iran doit gérer l'embargo imposé par les USA.

La seule opportunité est de basculer vers le marché asiatique, en concurrence avec la Russie.

L'Iran a perdu les chances de développer ses champs gaziers suite aux sanctions US.

L'Iran peine à relancer ses capacités de production de pétrole, par manque de moyens financiers et technologiques.

Les sanctions américaines arrangent la Chine qui peut accéder à un pétrole iranien à bon marché.

Le souci de l'Iran ne peut donc pas être lié à la demande.

Il ne lui reste que le marché chinois si les Européens respectent les sanctions US.

Il faut donc appréhender aujourd'hui le problème des prix du pétrole beaucoup par la vision géopolitique que celle unique du marché.

Nous voyons que les chantres du marché libre et du libre-échange ont changé d'approche pour restreindre l'accès des marchés à leurs «ennemis».

-QUESTION: Selon le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, l'Algérie ouvrera avec les pays membres de l'Opep lors de ces deux réunions à garantir l'équilibre entre l'offre et la demande pour préserver la stabilité des marchés pétroliers.

Quelle est votre lecture là-dessus?

-NORDINE AIT-LAOUSSINE: Le ministre est dans son rôle en évrant, au sein de l'Opep, à la poursuite des efforts en faveur de la stabilité du marché et de la discipline de production.

L'Algérie n'a rien à gagner à court terme d'une augmentation de la production Opep.

Le pays pourrait même enregistrer une perte de revenus si l'augmentation prévue n'est pas le résultat d'un consensus, auquel cas l'activisme des spéculateurs sur les marchés financiers à terme pourrait favoriser une recarte importante des cours.

-TEWFIK HASNI: Je suis d'accord avec le ministre qui ne peut se battre que pour un prix maximum du baril.

Nous avons vu que le pétrole de schiste US atteint ses limites.

On peut donc se battre pour un prix maximum de 75 dollars comme imposé par le Président Trump.

-QUESTION: Quelles sont les perspectives du marché pétrolier à moyen terme?

-NORDINE AIT LAOUSSINE: A moyen terme, l'évolution des prix du brut demeure incertaine.

En ce qui concerne la demande, il y a consensus sur un tassement à terme du taux de croissance mais incertitude sur le taux et le timing de déclin attendu.

En ce qui concerne l'offre, des doutes persistent sur la capacité des USA à soutenir au-delà de 2020 le taux effréné de croissance de la production du pétrole de schiste enregistré à ce jour, de même que sur la capacité réelle de production de plusieurs pays de l'Opep.

Cette incertitude risque de peser lourdement sur les cours du brut.

Il y a donc tout lieu de s'attendre dans les années qui viennent à un marché particulièrement volatil.

-TEWFIK HASNI: A moyen terme, et jusqu'à l'avènement de voitures électriques sur les principaux marchés comme la Chine, l'Inde et l'Asie d'une façon générale, le pétrole qui sert à plus de 90% comme carburant, devrait voir sa part de marché dans le mix énergétique mondial chuter de 30% environ, actuellement.

Cette part devrait chuter fortement en 2030.

A part le jet fuel pour les avions, tout le transport devrait s'électrifier, si on veut respecter les engagements des différentes COP (changement climatique).

Il est clair que des pays comme l'Arabie Saoudite qui ne disposent pas du gaz, maintienne une stratégie de captation de part de marché au détriment du prix.

Nous devons donc intégrer cela. Les réserves pétrolières de l'Arabie Saoudite sont parmi les plus importantes au monde, à l'instar de la Russie.

C'est pour cela qu'en matière d'offre, les ressources sont suffisantes.

En ce qui concerne les stocks, nous avons vu que le principal consommateur est aujourd'hui la Chine qui a doublé ses capacités de stockage et profite du différentiel du prix du pétrole entre Brent et WTI pour s'approvisionner au moindre prix.

Les capacités de stockage flottantes en pétrole WTI sont énormes en Europe actuellement.

Les stocks aux USA en pétrole restent élevés à 420 millions barils. Ceux des carburants, principal usage du pétrole, demeurent à leur plafond pour la saison soit 240 millions barils.

En ce qui concerne les prix, les révisions de l'AIE restent pessimistes.

Les prix devraient rester en moyenne à 71 dollars en 2018, pour baisser à 68 dollars en 2019.

MONDE

Selon la Coface, la multiplication des signaux de risque au 2^e trimestre 2018 rappelle la situation de 2012-2013

La multiplication des signaux de risque au deuxième trimestre 2018 rappelle la situation des années 2012-2013, a estimé la Compagnie d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) dans son "Baromètre risques pays et sectoriels trimestriel" publié hier.

Elle explique cette situation par la montée des spreads (écarts) souverains en zone euro, le protectionnisme accru, le prix du pétrole plus élevés, les sorties de capitaux de grands pays émergents et le commerce mondial à la peine.

"Si l'ampleur des chocs n'est pas la même, compte tenu du prix du baril de pétrole bien inférieur (75 dollars au début de juin 2018 contre environ 110 dollars en 2012) et du rendement d'une obligation d'Etat italienne à 10 ans plus de deux fois moins élevé, ces signaux confirment que le pic de croissance mondiale est dépassé", a fait savoir cet organisme français d'assurance, qui constate un ralentissement.

Selon elle, le risque de crédit des entreprises augmente dans les pays avancés où, après un début d'année marqué par une perte de confiance liée à la montée du protectionnisme, constatant un ralentissement de la croissance (prévisions de 2,2 % en 2018 et 2 % en 2019 pour les pays avancés, prévision de 2,1 % pour 2018 et 1,8 % en 2019 pour la zone euro).

Elle fait remarquer que si la hausse récente des cours du pétrole profite aux pays émergents exportateurs, les pays importateurs sont confrontés à la dégradation de leur solde commercial et à un moindre appétit des investisseurs internationaux pour leurs actifs



financiers, à l'image de ce qui a déjà été observé en 2013, citant le cas de l'Argentine, la Turquie, le Sri Lanka et l'Inde, que la Coface dégrade leurs positions "sous l'effet d'une demande interne dynamique favorisant les importations et des tensions politiques internes".

Dans d'autres pays émergents, elle estime que le risque de change fragilise les secteurs "dont le processus de production nécessite d'importer des intrants alors que les débouchés se trouvent essentiellement sur le marché domestique", relevant par ailleurs que le contexte pétrolier est "favorable" au développement du secteur de

l'énergie. Sur un autre plan, elle souligne que la guerre commerciale affecte d'ores et déjà le secteur des TIC en Chine et la métallurgie au Canada, précisant que la politique protectionniste de l'administration des Etats-Unis s'est intensifiée ciblant les exportations chinoises dont beaucoup de produits TIC "Made in China 2025".

Parmi les pays concernés dernièrement par l'entrée en vigueur des mesures protectionnistes américaines sur les importations d'acier et l'aluminium, c'est le Canada qui sera le plus affecté, d'où la dégradation du secteur des métaux canadiens en "risque très élevé", a-t-elle ajouté.

ÉNERGIE

La Coface prévoit une moyenne de 75 dollars du prix du pétrole en 2018

La Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) a revu à la hausse sa prévision de pétrole à 75 dollars le baril en 2018, relevant que les cours du pétrole sont en progression de près de 20 % depuis le début de l'année.

"Correspondant à une hausse de prix de 30% par rapport à son prix moyen en 2017 (54,79 dollars), un tel niveau de prix permettrait à bon nombre des exportateurs des pays du Golfe (Irak, Koweït, EAU, Oman, Qatar) et d'Asie centrale (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan et Ouzbékistan) d'atteindre, ou du moins de se rapprocher, de l'équilibre fiscal et extérieur", a expliqué cet organisme d'assurance dans son "Baromètre risques pays et sectoriels trimestriel" publié samedi et dont l'APS a obtenu une copie. Elle a indiqué qu'en progression de près de 20 % depuis le début l'année 2018 et de plus de 75 % depuis qu'ils ont atteint un point bas de 45 dollars en 2017, les cours du pétrole brut Brent ont, en mai 2018, dépassé les 80 dollars, estimant qu'il s'agit de leur niveau le "plus haut" depuis la fin de l'année 2014. "Cette hausse des prix correspond à un rééquilibrage des fondamentaux sur le marché pétrolier, mais aussi à une montée du risque géopolitique au sein des pays producteurs de pétrole", a-t-elle estimé, soulignant que l'accord de limitation de production des membres de l'Opep et de leurs partenaires (dont la Russie, premier producteur mondial), décidé dans le but de mettre fin à une situation prolongée de surabondance de l'offre à l'origine de la dégringolade des prix, "a finalement porté ses fruits après des résultats difficilement perceptibles dans les six premiers mois de 2017".

Pour elle, l'incertitude politique au Moyen-Orient (Yémen, Irak, Syrie) a été un facteur de hausse des prix ces derniers mois, mais elle est convaincue que c'est la décision du président Donald Trump de se retirer de l'accord sur le nucléaire iranien, qui a permis de dépasser le seuil de 80 dollars, estimant que l'impact de cette décision sur la production pétrolière de l'un des principaux producteurs mondiaux (Iran) pourrait ainsi réduire l'offre d'or noir sur le marché.

Elle rappelle dans ce sens qu'en 2011-12, lorsque les sanctions avaient été durcies par les Etats-Unis, l'UE et l'Organisation des Nations unies (ONU), la production iranienne avait ainsi été amputée de quelque 800.000 barils par jour en moyenne et les exportations divisées par deux.

Par ailleurs, la Coface considère que malgré quelques signes de fléchissement dans l'activité mondiale, le contexte économique relativement robuste "devrait continuer à stimuler la demande, après un hiver froid aux Etats-Unis et en Europe, qui a été favorable à la consommation", qualifiant de "prématuré" le retour des prix à 100 dollars au second semestre 2018.

PÉTROLE

Le pétrole rebondit après l'accord de l'Opep sur la production

Les prix du pétrole ont rebondi vendredi alors que l'Opep a décidé d'augmenter sa production de pétrole d'environ un million de barils par jour, sans toutefois fournir beaucoup de détails.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a terminé à 75,55 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse 2,50 dollars ou 3,4% par rapport à la clôture de jeudi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance, a progressé de 3,04 dollars ou 4,6% pour terminer à 68,58 dollars.

Le marché pétrolier a

beaucoup fluctué cette semaine au gré des spéculations quant à l'issue de la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Le cartel a finalement décidé vendredi à l'unanimité d'augmenter sa production de pétrole d'environ un million de barils par jour. Cet objectif n'est toutefois pas mentionné dans le texte signé par l'Organisation.

L'Arabie saoudite, soutenue par la Russie et les Etats-Unis, plaiderait pour une telle augmentation dans un contexte de hausse des prix et de tensions potentielles sur le marché pétrolier. Mais Ryad et ses alliés ont eu fort à faire pour convaincre l'Iran de donner

son feu vert. "La décision prise par l'Opep contient peu de détail et peut être interprétée de diverses manières", a souligné Matt Smith, spécialiste du marché pétrolier pour ClipperData.

"On aura sans doute plus de clarté dans les semaines à venir mais pour le moment, le simple fait d'être parvenu à un accord est une avancée et permet de lever une grande incertitude sur les marchés", a-t-il souligné pour expliquer le rebond des prix.

Le cartel doit encore se retrouver samedi avec ses dix partenaires, dont la Russie, pour examiner les suites à donner à leur accord de réduction de la production conclu en 2016 et prévu

jusqu'à la fin de l'année. "Le seul gros risque est que la Russie décide de se retirer unilatéralement de l'accord et cela semble peu probable", a relevé M. Smith.

L'augmentation de la production en termes réels pourrait être inférieure à un million de barils puisque certains pays, en particulier le Venezuela, font face à d'importantes perturbations et ont vu leur production nettement reculer au cours des derniers mois, a souligné David Madden, analyste chez CMC Markets.

Il prévient toutefois que malgré la hausse du jour "les prix sont encore loin de leurs récents plus hauts", autour de 80 dollars pour le Brent et de 72 dollars pour le WTI en mai.

FAO-UA

La FAO, l'UA et la Fondation Rockefeller aident l'Afrique à réduire ses pertes alimentaires

La FAO, l'Union africaine (UA) et la Fondation Rockefeller lancent conjointement un projet visant à aider les pays à réduire drastiquement leurs pertes après-récolte, du fait que la nourriture qui "disparaît" de la chaîne alimentaire après-récolte, en raison du phénomène de décomposition, pourrait nourrir près de 48 millions de personnes en Afrique subsaharienne.

"Les moyens d'existence des agriculteurs familiaux tireront profit de notre travail avec la Fondation Rockefeller et l'Union africaine qui

consiste à rendre les chaînes d'approvisionnement alimentaire plus efficaces.

Cela signifie également moins de pression sur l'environnement, ce qui contribuera donc également à réaliser notre objectif Faim Zéro à travers le monde", a déclaré José Graziano da Silva, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les gouvernements du monde entier se sont engagés à réduire de moitié les pertes et le gaspillage ali-

mentaires d'ici 2030, conformément aux Objectifs de développement durable.

Dans le cadre de la Déclaration de Malabo 2014, les pays membres de l'Union Africaine se sont fixés l'objectif ambitieux de réduire de moitié les pertes après-récolte d'ici 2025.

"Notre objectif est de soutenir l'Union Africaine et ses institutions afin de développer des politiques et de concevoir des solutions stratégiques capables de lutter efficacement contre les pertes et le gaspillage."

ARGENTINE L'Argentine a encaissé 15 milliards USD du FMI, première tranche du prêt



L'Argentine a encaissé vendredi 15 milliards de dollars, première tranche d'un prêt de 50 milliards de dollars octroyé par le Fonds monétaire international (FMI) pour stabiliser son économie fragile, selon la Banque centrale argentine.

Après la crise du peso qui a fait perdre 35% de sa valeur à la monnaie argentine depuis le début de l'année, Buenos Aires a sollicité l'aide du FMI.

La direction du FMI a officiellement approuvé mercredi le plan économique sur trois ans présenté par le gouvernement argentin qui s'engage à atteindre l'équilibre budgétaire en 2020.

APS

TLEMCCEN:

Portes ouvertes sur la Gendarmerie nationale

Des «portes ouvertes» sur la gendarmerie nationale ont été inaugurées jeudi à la Maison de la culture Abdelkader Alloula de Tlemcen, en présence des autorités de wilaya, sous le slogan «la sécurité un acquis collectif contribuons tous à sa préservation». Organisée par le groupement de wilaya de la gendarmerie nationale, cette manifestation d'information de trois jours comporte une exposition où des stands mettent en exergue les modalités d'accès à ce corps de sécurité, ses activités de protection des biens culturels, de sécurité routière, de maintien de l'ordre public, d'intendance, d'informatique, de télécommunications, entre autres. Des statistiques sur les accidents de la route et la lutte contre le trafic de drogue sont mis en exergue lors de cette exposition qui a drainé un nombre considérable de visiteurs, notamment des jeunes intéressés par les conditions de recrutement aux rangs de la gendarmerie nationale.

Le chef du groupement de wilaya de la gendarmerie nationale, le colonel Boukhelha Abdelkader, a souligné, lors de la cérémonie d'ouverture, que cette manifestation intervient en concrétisation de la politique d'ouverture de cette institution sur la société et de renforcement des canaux de communication avec la société civile et de valorisation des efforts de préservation de la sécurité et de l'ordre public et de lutte contre la criminalité.

La gendarmerie nationale aspire à plus d'efficacité dans ses activités en s'appuyant sur l'utilisation des moyens de technologie moderne pour améliorer l'intervention de ses unités, en adoptant le principe de la preuve scientifique devenue la base de la poursuite judiciaire, en plus de moderniser les moyens et les méthodes de travail, a-t-il souligné.

Cette manifestation, a-t-il ajouté, permet aux jeunes de prendre connaissance des conditions de formation et de recrutement aux rangs de la gendarmerie et des efforts fournis pour améliorer la qualité de service avec la contribution du citoyen comme facteur principal pour assurer la paix et l'ordre public. Les familles des chouchada Mostefaoui Mohamed et Bouarfa Ahmed, décédés dans le crash de l'avion militaire de Boufarik en avril dernier, ont été honorés et des fauteuils roulants ont été remis à des personnes handicapées. En outre des exhibitions de sports de combat ont été exécutées par des éléments des sections de sécurité et d'intervention du groupement de wilaya de la gendarmerie nationale, lors de la cérémonie d'ouverture.

CONSTANTINE :

Une expérience de mesure de la circonférence de la terre menée à la Maison de la culture Malek-Haddad

Une expérience de mesure de la circonférence de la terre a été menée à l'occasion du solstice du 21 juin en présence d'enfants, de clubs d'astronomie et scouts, présents jeudi à la Maison de la culture Malek Haddad de Constantine.

Organisée par l'association Sirius d'astronomie, l'initiative a reproduit l'expérience de l'helléniste Eratosthène qui fut le premier à avoir mesuré la circonférence de la terre il y a près de 2.200 ans à partir de relevés effectués à Louxor et Assouan en Egypte.

La valeur donnée par l'expérience avoisinait de 40.000 km soit presque la même que celle trouvée par ce savant grec qui fut le 3ème secrétaire de l'antique bibliothèque d'Alexandrie. Le résultat obtenu a été comparé à des mesures effectuées parallèlement par d'autres clubs d'astronomie à Ghardaïa, Alger, Médéa et Blida ainsi qu'en Tunisie, Irak, Bahreïn, Egypte et en France, a-t-on observé. Durant le solstice d'été, le soleil est à la verticale des tropiques ce qui permet de réaliser avec succès l'expérience de mesure de la circonférence de la terre, a expliqué à l'APS Pr. Djamel Mimouni, président de l'association Sirius. L'expérience qui a été couronnée de succès a mis à contribution 80 participants répartis en 10 groupes, a souligné cet universitaire qui a relevé que l'objectif de l'initiative est d'intéresser les enfants et le public aux activités scientifiques.

TIZI-OUZOU :

Investissement de plus de 557 millions DA pour réduire les coupures d'électricité

Un montant de 557,237 millions de DA a été débloqué par la direction de distribution d'électricité et de gaz de Tizi-Ouzou, pour pallier aux coupures d'électricité durant l'été, induites par une «surconsommation» de cette énergie et un recours «massif» à la climatisation, a-t-on indiqué vendredi dans un communiqué.

«Cette enveloppe a été répartie sur deux programmes, l'un destiné à l'augmentation de la puissance au niveau des postes sources et la réalisation de 110 km de réseaux, pour un montant de 328 millions de DA et l'autre pour la mise en place de 7 postes de moyenne et basse tension pour un engagement financier de 229,237 millions de DA», a-t-on précisé de même source.

L'augmentation de la puissance a concerné les postes sources de Draâ Ben Khedda qui a reçu la cabine mobile de 20 méga Volt-Ampère (MVA) du poste source de Fréha.

Il y a eu également l'augmentation de 40 mégawatts des postes source de Fréha et de très haute tension d'Oued Aïssi, ainsi que la création de 7 départs de 30 Kilovolt (kV) pour prendre en charge la pression enregistrée en été dans les localités d'Azagga, Azeffoune, Larbaa n'Ath Irathène, Tmizart Loghbar, Tamda et Tizirt, et de 5 bou-



clages de 30 kV pour décharger les départs saturés. Concernant les 7 postes de basse et moyenne tension, la même direction a indiqué que 6 ont été réalisés et mis en service. Quant à la pose de lignes électriques, il est indiqué que sur les 68,3 Km de réseau prévus, 45 Km ont été déjà réalisés

alors que le reste butte sur un problème d'opposition (quatre affaires en tout) et que la direction de distribution de Tizi-Ouzou a déploré car «retardant la concrétisation de ce programme qui vise à améliorer la qualité et assurer la continuité du service» offert par cette société à ses clients.

TISSEMSILT

Portes ouvertes sur la Gendarmerie nationale, engouement des jeunes

Abed Meghit

«56 années d'existence pour répondre aux exigences du service public et s'adapter aux évolutions de la société.» Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Tissemsilt a organisé, jeudi, des portes ouvertes à la maison de la culture "Mouloud Kacem Nait Belkacem" de Tissemsilt.

Le coup d'envoi a été donné par le lieutenant-colonel Nour Allah Hallaoui, commandant du groupement territorial de la wilaya de Tissemsilt, en présence des autorités civiles et militaires.

Lors de son allocution, ce dernier a insisté sur le rôle que joue la gendarmerie dans la société, ainsi que l'obligation de faire connaître aux citoyens les différents services de cette institution qui ne cesse de lutter contre toutes les formes de criminalité. «Nous avons pour mission de protéger les citoyens et leur bien contre tous les dangers, à cet effet, nous avons également créé des cellules spécialisées et des unités d'investigation spécialisées qui travaillent dans un cadre purement scientifique, et cela pour lutter contre le crime or-



ganisé», dira le lieutenant-colonel Nour Allah Hallaoui, commandant du groupement territorial de la wilaya de Tissemsilt. Cette édition des portes ouvertes, qui a également pour but de se rapprocher du citoyen, de faire connaître les missions et les activités, a connu un afflux considérable de visiteurs de différents âges et sexes. Ces derniers, notamment les jeunes, n'ont pas caché leur volonté d'intégrer à la gendarmerie.

Des expositions de matériel moderne d'investigation et de lutte contre le banditisme et la drogue ont été tenues dans le hall de la Maison de la culture. Des démonstrations de judo, de karaté et d'aïkido ont été présentées à un public

nombreux venu s'enquérir de ce métier d'avenir.

De même, il y eut des exhibitions sportives avec une équipe du SSI simulant des actions d'interventions sur le terrain afin de maîtriser des personnes dangereuses ou rebelles aux ordres des gendarmes, ainsi que des démonstrations d'une brigade cynotechnique qui a réalisé des exercices étonnants le public, autant au plan de la rigueur et de la discipline, qu'en matière de chiens spécialement dressés réalisant de formidables exploits pour dénicher la drogue là où elle se trouve, ou pour maîtriser des personnes armées, sinon manifestant des positions d'insoumission à l'ordre des ser-

vices de sécurité. Le wali, le P/APW, le procureur général, le président de la cour de Tissemsilt ainsi que des retraités de la gendarmerie et les correspondants de presse, ont été honorés.

Ces portes ouvertes sont très bénéfiques et très riches en matières d'informations, organisées chaque année mettent en avant toutes les activités de ce corps constitué dont les organisateurs ont voulu à tout prix mettre en exergue le haut niveau professionnel auquel est arrivé la gendarmerie algérienne dont l'expérience dans la lutte contre la criminalité sous tous ses aspects n'est plus à présenter.

Il est utile de signaler que nombreux étaient les jeunes qui s'intéressaient aux modalités de recrutement, preuve que la gendarmerie suscite un intérêt chez le jeune Algérien qui ambitionne de faire une carrière professionnelle dans un corps qui s'impose par sa discipline mais aussi par le niveau de formation et la qualité des moyens utilisés dans la lutte contre la criminalité et le terrorisme.

Aussi, cette manifestation a suscité un large engouement auprès des habitants de Tissemsilt.

BATNA :

Une récolte de plus de 390.000 qx d'abricot attendue

Une production d'abricot estimée à 391.410 quintaux est attendue à Batna au terme de l'actuelle campagne de récolte, soit une augmentation de 172.177 quintaux comparativement à la saison précédente affectée par la sécheresse, a indiqué jeudi le directeur des services agricoles, Smail Zerguine.

Cette évolution de la production en quantité et qualité s'explique par une bonne pluviométrie qui a succédé à plusieurs années de sécheresse ayant

amené certains arboriculteurs à remplacer leurs abricotiers par d'autres arbres fruitiers notamment l'olivier, a relevé le même responsable. Le rendement moyen à l'hectare avoisinera 90 quintaux, a souligné le directeur des services agricoles qui a estimé la surface réservée à cette arboriculture fruitière à 4.339 hectares dont 4.282 ha productifs avec un total de 632.170 abricotiers. La Chambre de l'agriculture a lancé une campagne de sensibilisation pour pro-

mouvoir auprès des transformateurs installés à travers le pays la récolte d'abricot locale dont 6.000 tonnes devront, selon la chambre, être prises par la Conserverie N'gaous. Les régions de Soufiane et Ouled Si Slimane, célèbres pour leurs vergers d'abricotiers dont la récolte a démarré depuis quelques jours, attirent depuis quelques années, un grand nombre de commerçants des diverses wilayas de l'Est.

APS

GHARDAÏA : 4 cas de tentatives de tricherie au bac déjoués

Quatre tentatives de tricherie à l'examen du baccalauréat session juin 2018 ont été signalées et déjouées à Gharđaia durant les deux premiers jours des épreuves, a-t-on appris samedi auprès de la direction de l'Éducation de la wilaya.

Ces cas de tricherie ont été enregistrés dans la commune d'El-Atteuf (un dans le centre d'examen pour candidats scolarisés et trois autres dans un centre d'examen pour candidats libres) où les candidats ont tenté de tricher en utilisant des smartphones, pourtant interdits dans les salles d'examens et introduits illégalement en classe, a-t-on précisé.

Les candidats ont enregistré les leçons de chaque matière d'examen dans les smartphones afin de copier à partir de ces moyens technologiques de communication et répondre aux questions, ajoute la source.

Les mis en cause, pris en flagrant délit de tricherie lors des examens du baccalauréat, ont été disqualifiés, leurs portables confisqués comme preuve et des procès-verbaux ont été établis et feront l'objet de mesures disciplinaires à caractère pédagogique, selon la direction du secteur.

Quelque 11.349 candidats, dont



plus de 47,5% de candidates, passent cette année les épreuves du Baccalauréat dans 42 centres d'examen répartis sur le territoire de la wilaya de Gharđaia.

Selon les statistiques de la direction locale de l'Éducation, le nombre des candidats libres représente, quant à lui, 48,1% de l'effectif global

des candidats, soit 5.468 candidats.

Pour garantir le bon déroulement des épreuves, pas moins de 3.200 agents de sûreté nationale, 3.000 encadreurs du secteur de l'éducation et plus de 2.500 intervenants d'autres secteurs (protection civile, gendarmerie et médecin) ont été mobilisés, a-t-on fait savoir.

AFFAIRE DES 701 KG DE COCAÏNE: Précisions de la DGSN concernant l'implication présumée de l'un de ses chauffeurs

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a indiqué, vendredi dans un communiqué concernant les informations relayées au sujet de l'implication présumée de l'un de ses chauffeurs dans l'affaire des 701 kg de Cocaïne, que le suspect est un chauffeur «des services du parc automobile de la Direction et non pas le chauffeur personnel du Directeur général de la Sûreté nationale».

«Le suspect est un chauffeur relevant des services du parc automobile de la DGSN tout comme les centaines de personnel du parc roulant et non pas le chauffeur personnel du directeur major Abdelghani Hamel, Directeur général de la Sûreté nationale», a précisé la Direction de l'Administration générale de la DGSN, qui estime que les informations relayées sont «une pure affabulation et une information mensongère que nous démentons formellement».

Affirmant que «ces rumeurs sont l'oeuvre d'individus qui ont des objectifs précis pour semer la zizanie au lieu de laisser la justice faire son travail conformément à la loi», la même source soutient que «l'acte du mis en cause est un acte individuel et isolé qui n'engage nullement son administration et la Sûreté nationale».

La Direction de l'Administration générale de la DGSN appelle «les lecteurs de journaux et les utilisateurs des réseaux sociaux à ne pas relayer des informations mensongères qui n'ont aucun fondement».

La même direction exhorte tout un chacun à «s'assurer, à travers des sources officielles, des informations relayées afin d'éviter tout ce qui pourrait susciter l'opinion publique par des informations mensongères».

ORAN : 2 dauphins pris au piège dans un filet fantôme renfloué près des Iles Habibas

Deux dauphins ainsi qu'un grand nombre de poissons (thons, mérus et abadèches) ont été pris au piège d'un filet fantôme renfloué des fonds marins, non loin des Iles Habibas, à 12 km de la plage de Bousfer (Oran), a-t-on appris samedi de l'association écologique marine «Barbarous».

Deux mammifères marins ont été capturés et tués par ce filet, emporté par les courants jusqu'au Iles Habibas, a précisé à l'APS le secrétaire général de l'association, amine Chakouri.

Il a rappelé que les filets fantômes sont des équipements perdus ou rejetés en mer qui sombrent dans les fonds marins et piègent les poissons de manière anarchique et non sélective.

Ces filets mettent en danger autant la faune que la flore marine.

Une deuxième partie de ce filet, long de plus de 800 m, renflouée il y a une dizaine de jours, a été extraite des fonds marins vendredi lors d'une opération à laquelle ont pris part des plongeurs de l'association et des garde-côtes de Bouzedjar, a précisé la même source.

Cette deuxième opération a permis de récupérer la quasi-totalité du filet, ce qui a exigé la participation d'une quinzaine de plongeurs et d'intenses efforts physiques, a-t-on souligné de même source.

Les filets fantômes représentent un danger sur la faune et la flore marine.

Un projet de création d'un réseau de surveillance de ces filets a été annoncé par la direction générale de la pêche et de l'aquaculture en novembre dernier, pour limiter les dégâts occasionnés pas ces équipements.

APS

TÉBESSA : Installation d'une cellule de crise pour évaluer les dégâts suite aux inondations de Chréa

Une cellule de crise au niveau du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a été installée pour évaluer les dégâts engendrés par les inondations ayant touché jeudi soir la commune de Chréa (Tébessa), a affirmé vendredi le délégué national aux risques majeurs auprès du département de l'Intérieur, Tahar Melizi.

Au cours de sa visite des régions et quartiers de Chréa, collectivité locale située à 45 km au sud du chef-lieu de wilaya, touchés par des pluies diluviennes, le même responsable, qui

était accompagné du chef de l'exécutif local, Attallah Moulati, a précisé que cette cellule de crise «transmettra un rapport détaillé sur les dégâts enregistrés aux instances centrales et mobilisera une enveloppe financière pour l'aménagement des régions affectées». M. Melizi a inspecté des quartiers de la ville de Chréa et s'est entretenu avec les citoyens qui ont souligné la nécessité d'adopter une stratégie et des mesures devant préserver la région des inondations.

La délégation ministérielle s'est enquis de l'état du lycée Tayeb-Chorfi, cen-

tre d'examen pour les épreuves du baccalauréat dont plusieurs murs se sont fissurés et où M. Melizi a insisté sur la mobilisation de tous les efforts pour remédier à la situation et permettre aux candidats au baccalauréat de poursuivre leurs épreuves «dans les meilleures conditions».

Selon les explications fournies, «la crue du oued Abba a été causée par les habitations de fortune, érigées sur les abords du oued et qui ont dévié ce dernier de sa trajectoire et engendré des coulées torrentielles après la chute d'importantes quantités de pluie». De son côté, le chef

de l'exécutif local a indiqué que la situation requiert le recours à une vaste opération d'aménagement du oued Abba et son environnement immédiat ainsi que le renouvellement des réseaux d'assainissement et la réhabilitation des réseaux routiers de la même zone, estimant à 800 millions de dinars le montant qui sera réservé à ces opérations.

Le même responsable a également souligné la nécessité de préparer une étude technique pour l'aménagement du oued Abba sur une distance de 3,5 km pour éviter «de telles catastrophes naturelles».

EL TARF : Recul des affaires traitées par la police au cours du mois de Ramadhan

Une baisse de la criminalité et de la délinquance a été enregistrée durant le mois de ramadhan de l'année 2018 dans la wilaya d'El Tarf avec 237 affaires traitées contre 256 affaires pour la même période en 2017, a indiqué, le responsable de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya. Selon le commissaire principal Kadri Abdelkader qui s'exprimait jeudi, lors d'une conférence de presse, ce recul traduit les efforts déployés par les services de police qui ont renforcé leur couverture sécuritaire à travers les lieux réputés être le fief de la criminalité.

La même source qui a, à cette occasion, mis l'accent sur l'implication du citoyen dans le signalement des crimes et comportements délictueux, a fait état de la multiplication des descentes et autres opérations coup de poing de jour comme de nuit durant le mois de ramadhan. Le dispositif spécial mis en place mobilisé

près de 1500 policiers pour assurer la protection des personnes et de leurs biens à travers les 24 communes de cette wilaya côtière qui a été également renforcée, dans le cadre de la saison estivale, par une trentaine d'autres agents de la police, notamment à El Chatt et El kala, a-t-on noté.

En plus de 97 affaires liées aux atteintes aux personnes et 45 autres aux atteintes aux biens, cette période a été marquée par le traitement de six (6) affaires ayant trait à la cybercriminalité et 41 autres se rapportant à la commercialisation de la drogue, a ajouté la même source faisant état d'une «hausse» de ces deux derniers crimes comparativement à la même période de l'année dernière.

De son côté, le responsable de la sécurité publique au sein de la sûreté de wilaya, le commissaire Zeghib Labib a signalé pour cette période 63 délits routiers, 10 mises en fourrière

ainsi que 15 accidents de la circulation ayant fait 03 morts et 17 blessés.

En plus de 287 retraits du permis de conduire durant la période considérée, la même source a fait état de plus de 2143 patrouilles déployées sur les routes de la wilaya où ont été également dressés 341 barrages auxquels s'ajoutent 765 opérations de sensibilisation des usagers.

L'accent a été en outre mis par l'adjoint du chef de sûreté, le commissaire divisionnaire Chorfia Fouad, sur l'importance des actions de sensibilisation pour éviter les drames des accidents et renforcer la sécurité dans cette wilaya frontalière.

Aussi, le dispositif de lutte contre l'informel a été renforcé durant le mois de ramadhan avec 17 opérations menées, a-t-on soutenu, rappelant que plusieurs saisies de marchandises proposées dans des conditions non conformes à la réglementation ont été effectuées.

ÉTATS-UNIS L'US Navy envisage des camps pour des dizaines de milliers de migrants



La marine américaine envisage d'ériger des camps sur des bases aériennes désaffectées pour détenir des dizaines de milliers de migrants supplémentaires dans les mois à venir, selon un document interne cité vendredi par le magazine Time.

Selon ce document, l'US Navy pourrait répondre à la demande de Donald Trump de mettre à la disposition des autorités tout bâtiment pouvant être utilisé pour loger des migrants, voire de construire de nouvelles installations, en construisant des camps de tentes «temporaires et austères» sur des pistes d'atterrissages abandonnées.

Quelques 25.000 migrants pourraient être logés ainsi sur des bases désaffectées près de Mobile, dans l'Alabama.

Le document propose aussi d'ériger un camp pour 47.000 personnes près de San Francisco (Californie), 47.000 autres à Camp Pendleton, la plus grosse base des Marines dans le sud de la Californie et d'autres encore sur une base des Marines près de Yuma, dans l'Arizona.

Le Pentagone s'est refusé à tout commentaire sur ce document interne, qui n'a pas été validé par la hiérarchie militaire, mais un porte-parole, le lieutenant-colonel Jamie Davis, a noté que le ministre américain de la Sécurité intérieure (DHS) n'avait encore présenté aucune demande formelle au Pentagone pour héberger des migrants.

«Le ministère de la Défense élabore prudemment des plans et examine toutes les bases militaires du pays, pour pouvoir répondre à une demande d'assistance du DHS pour loger des migrants illégaux adultes», a-t-il indiqué.

«A cette heure, il n'y a eu aucune demande du DHS pour que le ministère de la Défense abrite des migrants illégaux», a-t-il ajouté.

Le Department of Homeland Security (DHS), qui chapeaute la police aux frontières, a la responsabilité de détenir les immigrants sans-papiers adultes jusqu'à leur régularisation, ou leur expulsion.

Les mineurs sont confiés au ministère de la Santé (HHS) qui a officiellement demandé jeudi au Pentagone de se préparer à héberger sur des bases militaires 20.000 enfants migrants entrés sur le territoire américain non-accompagnés.

Dans son décret signé mercredi pour mettre un terme à la séparation à la frontière des familles de migrants clandestins, Donald Trump avait donné l'ordre au ministère de la Défense de mettre, si nécessaire, à disposition tout bâtiment pouvant être utilisé pour loger des migrants, voire de construire de nouvelles installations.

SELON UNE ÉTUDE Les demandeurs d'asile ne sont pas un «fardeau» pour les économies européennes

L'arrivée de demandeurs d'asile n'entraîne pas une dégradation des performances économiques et des finances publiques des pays européens qui les accueillent, ont indiqué des économistes français dans une étude.

Sur la base d'analyse statistique à partir de 30 ans de données de 15 pays d'Europe de l'Ouest, les économistes du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de l'Université Clermont-Auvergne et de l'Université Paris-Nanterre, ont estimé, dans leur étude publiée mardi dernier dans Sciences Advances, qu'au contraire, l'impact économique tend à être positif lorsqu'une partie des demandeurs d'asile deviennent résidents permanents.

Plus d'un million de personnes ont demandé l'asile dans l'un des pays de l'Union européenne en 2015, ce qui en fait une année record.

Au cours de la période étudiée (1985-2015), l'Europe de l'Ouest a connu une augmentation importante des flux de demandeurs d'asile suite aux guerres dans les Balkans entre 1991 et 1999 et à partir de 2011 à la suite des Printemps arabes et du conflit syrien, ont constaté les chercheurs, notant que les flux de migrants, notamment intracommunautaires, ont augmenté après l'élargissement de l'UE vers l'est en 2004.

A cet effet, ils montrent qu'une augmentation de flux de migrants permanents (c'est-à-dire hors demandeurs d'asile) à une date donnée produit des



effets positifs jusqu'à quatre ans après cette date», expliquant que le PIB par habitant augmente, le taux de chômage diminue et les dépenses publiques supplémentaires sont ½ plus que compensées par l'augmentation des recettes fiscales. Dans le cas des demandeurs d'asile, aucun effet négatif n'est observé, selon l'étude, et l'effet devient «positif» au bout de trois à cinq ans, lorsqu'une partie des demandeurs obtient l'asile et rejoint la catégorie des migrants permanents.

Selon les résultats de l'enquête, il est «peu probable» que la crise migratoire

en cours soit une charge pour les économies européennes, au contraire, elle pourrait être une «opportunité économique».

Selon l'économiste Hippolyte d'Albis, l'un des auteurs de cette étude, le débat politique de l'immigration en France «se concentre beaucoup trop sur le supposé +coût économique+ des migrants», alors qu'il n'y a «pas d'impacts économiques négatifs».

«Il est donc essentiel de recentrer le débat migratoire dans sa dimension politique ou diplomatique», a-t-il recommandé.

MIGRANTS:

Le sommet européen sera «difficile»

La France a jugé hier que le sommet européen fin juin, largement consacré à l'immigration, serait «difficile», notamment en raison du «boycott» d'un mini-sommet aujourd'hui par des pays d'Europe centrale.

«Sur les propositions qu'a fait le président de la République (Emmanuel Macron) sur une autorité migratoire européenne, sur le renforcement de Frontex (...) la chancelière allemande (Angela Merkel) a bougé il y a 15 jours», a soutenu le porte-parole du gouvernement français, Benjamin Griveaux sur la radio «Europe 1». «Ce sera évidemment au menu des discussions du week-end et du conseil européen, qui sera difficile la semaine prochaine, il ne faut pas mentir à nos concitoyens», a-t-il poursuivi. Angela Merkel a exclu vendredi qu'il puisse y avoir une «solution»

européenne sur les migrants au sommet de l'UE des 28 et 29 juin, dont dépend largement sa survie politique.

«Pour l'instant, il y a des positions qui sont loin d'être rapprochées», a observé M. Griveaux, déplorant les «positions de boycott» des pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie).

Ces quatre pays d'Europe centrale, favorables à une ligne dure sur l'immigration, ont exclu jeudi de participer à un mini-sommet européen sur le sujet organisé à Bruxelles dimanche, rendant hypothétique l'élaboration d'un consensus souhaité notamment par l'Allemagne et la France.

Par ailleurs, M. Griveaux a indiqué que «lan dernier, nous avons eu 100.000 demandes d'asile, ce sont 32.000 qui ont été acceptées».

ALLEMAGNE - ITALIE

Le navire «Lifeline» attend en mer avec 230 migrants une solution diplomatique

Le «Lifeline», navire menacé de mise sous séquestre par l'Italie, attend dans les eaux internationales une solution diplomatique et un approvisionnement pour les quelque 230 migrants à bord, a indiqué hier l'ONG allemande Lifeline qui l'affrète.

Rome a exclu de laisser le navire entrer dans un port italien, et a dit vouloir vérifier la correspondance entre le pavillon néerlandais du bateau et sa nationalité.

«Nous attendons une solution diplomatique, des discussions sont en cours entre différents Etats» pour accueillir le Lifeline et les naufragés, a dit Axel Steier, le représentant en Allemagne de l'organisation, cité par l'AFP.

Il doit y avoir dimanche un ravitaillement depuis Malte «pour apporter des couvertures, des médica-



ments, de la nourriture», a-t-il ajouté, assurant que le navire, resterait dans les eaux internationales en attendant une résolution de la situation.

L'Italie accuse l'ONG Lifeline d'avoir agi en contravention du droit international en prenant à son bord les migrants alors que les garde-côtes libyens étaient en train d'intervenir.

L'organisation assure être venue en aide à des naufragés en perdition, environ 230 personnes dont 14 femmes et 4 enfants.

M. Steier a aussi rejeté les affirmations de Rome qui accuse le navire de battre illégalement pavillon néerlandais.

La représentation des Pays-Bas auprès de l'Union européenne a pour sa part

assuré que le navire n'apparaît pas dans les registres navals néerlandais.

«Tous nos documents sont en ordre, tout est légal», a dit M. Steier, confirmant le pavillon néerlandais du navire et assurant ne pas «comprendre» ces accusations.

L'ONG Lifeline a dit craindre vendredi «une situation semblable à celle de l'Aquarius», un navire humanitaire affrété par l'ONG française SOS Méditerranée qui a été accueilli par l'Espagne dimanche, une semaine après le refus de l'Italie et de Malte d'ouvrir l'un de leurs ports. Les 630 migrants, que le navire transportait initialement avait été en partie transbordés vers deux navires italiens, et les trois bateaux avaient ensuite fait route vers l'Espagne.

TCHAD/ROUGEOLE: 33 morts depuis le début de l'année

Quelque 33 personnes sont mortes par la rougeole au Tchad depuis le début de l'année en cours, a annoncé le ministère tchadien de la Santé publique dans un communiqué publié vendredi.

A partir de la mi-mai jusqu'à nos jours, 12 districts sanitaires, situés essentiellement à l'est et au nord du pays, sont entrés en épidémie, précise le texte.

Au total, 665 cas dont 33 décès ont été notifiés par 90 districts sanitaires sur les 117 que compte le Tchad.

Le gouvernement, à travers le ministère de la Santé publique, avec l'appui de ses partenaires et financiers, a entrepris une action de riposte contre cette maladie.

Cette riposte a commencé par la vaccination et la prise en charge des cas par les districts de la région de Sila, à l'est du pays, puis s'étendra dans les autres régions affectées.

«Le Tchad dispose des vaccins pour faire face à la situation de l'épidémie actuelle», rassure le ministère de la Santé publique. La rou-



geole est une maladie très contagieuse avec des complications souvent irréversibles, voire mortelles qui persiste et fait des victimes au sein de la population infantile. Sa récurrence dans ce pays sahélien est la conséquence de la faiblesse de la vaccination de routine.

EBOLA: Le Japon alloue 700.000 dollars à la RD Congo pour la lutte contre l'épidémie

Le Japon a alloué un montant de 700.000 dollars aux Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) pour lutter contre le virus Ebola en République démocratique du Congo où aucun nouveau décès ni nouveau cas n'a été enregistré depuis plusieurs jours, a indiqué jeudi l'agence onusienne.

«Le gouvernement du Japon alloue 700.000 dollars américains à l'Unicef» en réponse à la crise d'Ebola qui touche la RDC, selon le communiqué.

Ces fonds «serviront à soutenir des activités dans le domaine de la communication communautaire et de l'assistance psychosociale aux familles touchées», note Unicef.

«Le soutien du Japon nous aidera à poursuivre nos

activités afin de contenir la maladie et de mettre fin à cette épidémie d'Ebola dans un proche avenir», a déclaré le Dr Gianfranco Rotigliano, représentant de l'Unicef en RDC.

L'épidémie de la maladie à virus Ebola avait été déclarée le 8 mai dans le nord-ouest du pays à Bikoro, près de la frontière avec le Congo-Brazzaville, à 100 km du chef-lieu de la province Mbandaka et à 600 km de Kinshasa.

Depuis, 28 personnes en sont mortes, selon le bilan officiel. Aucun nouveau cas n'a été enregistré depuis plusieurs jours.

Depuis le lancement de la vaccination le 21 mai dernier, 3.439 personnes ont été vaccinées dans le pays, selon le ministère congolais de la Santé.

INDE L'Inde célèbre la Journée internationale du yoga

Le Premier ministre indien Narendra Modi célébrait jeudi la quatrième Journée internationale du yoga, illustrant la diplomatie culturelle de son pays, en effectuant des asanas (postures) avec 50.000 pratiquants dans la ville de Dehradun (nord) du pays ont rapporté les médias.

«Le yoga est le moyen de mener une vie calme, créative et heureuse.

Il peut montrer la voie pour avoir raison des tensions et de l'anxiété», a déclaré le Premier ministre, qui avait été à l'origine de la résolution de l'ONU instituant le 21 juin comme Journée internationale du yoga.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2014, Narendra Modi a fait de la promotion de la culture ancienne de l'Inde un axe majeur de sa politique culturelle.

Le pays de 1,25 milliard d'habitants possède désormais un ministère à part dédié au yoga et aux médecines traditionnelles comme l'ayurvédique.

Plus de 5.000 sessions collectives de yoga se sont



tenues jeudi au petit jour à travers l'Inde.

Dans la capitale New Delhi, plus de 10.000 personnes s'étaient enregistrées pour braver les niveaux nocifs de pollution et une chaleur lourde, se retrouvant sur le célèbre rond-point Connaught Place ou dans les espaces verts du Lodhi Garden.

«Nous n'avons pas les moyens de faire beaucoup d'hôpitaux ou de dispensaires.

Si nous pratiquons un yoga quotidien, c'est très bon pour la santé de tout le pays», a déclaré Chahat

Loomba, une enseignante de yoga, citée par l'AFP.

A Mysore, dans le sud du pays, un rassemblement a compté plus de 60.000 personnes, selon les organisateurs.

Même l'ambassade de France en Inde y est allée de ses étirements matinaux, formant un drapeau tricolore avec des tapis de yoga dans son hall d'entrée, tandis que des rassemblements d'une ampleur moindre sont attendus à travers le monde, notamment à Kilkenny en Irlande, au Bahreïn, à Brisbane en Australie et à Milan.

NIGERIA Le choléra a fait au moins 25 morts dans le nord-est

Au moins vingt-cinq personnes ont trouvé la mort en raison d'une épidémie de choléra - la maladie d'origine hydrique - qui a éclaté le mois dernier dans l'état d'Adamawa, dans le nord-est du Nigeria, a indiqué jeudi le gouvernement nigérian.

Le gouvernement nigérian a déclaré que douze nouveaux cas de choléra ont été enregistrés, ce qui porte le nombre total des cas enregistrés depuis mai à 1.349.

Un communiqué officiel a identifié Mubi North, Mubi South, Maïha et Hong comme les zones qui, jusqu'ici, sont affectées par l'épidémie.

Avec un taux de mortalité de l'épidémie à 1,9 %, les données gouvernementales montrent que pour le moment, 549 cas et douze décès ont été signalés à Mubi North, 788 cas et douze décès à Mubi South, et que Maïha et Hong ont respectivement fait état de sept et cinq cas, sans aucun décès.

Plus tôt ce mois-ci, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a lancé une vaste opération porte-à-porte de recherche de nouveaux cas, dans la ville de Mubi.

Le choléra est une maladie extrêmement virulente qui peut provoquer, dans ses formes les plus sévères, une diarrhée aqueuse aiguë pouvant conduire à la mort par déshydratation sévère.

L'épidémie est fréquente au Nigeria en raison de la mauvaise qualité des systèmes d'approvisionnement en ressources en eau, en particulier dans les zones fortement peuplées.

VIETNAM Le Vietnam renforce sa prévention contre l'entrée d'Ebola sur son territoire



Le Vietnam intensifie la surveillance aux postes frontaliers afin de détecter au plus tôt les passagers montrant des symptômes d'Ebola alors que plusieurs épidémies de la maladie sont survenues dans certains pays africains, a annoncé jeudi le département de la médecine préventive.

Au cours de l'été, quand de plus en plus d'étudiants vietnamiens étudiant à l'étranger et de visiteurs étrangers viennent au Vietnam pour les vacances, les équipes de quarantaine travaillent en continu aux postes frontaliers afin de détecter les cas suspects d'infections d'Ebola, les isoler et les envoyer à l'hôpital pour des examens plus approfondis et un traitement.

La température de tous les passagers est censée être contrôlée à l'aide de thermomètres infrarouges visuels, et ceux en provenance de régions frappées par Ebola doivent fournir des déclarations médicales supplémentaires.

Du 4 avril au 18 juin, un total cumulé de 60 cas d'Ebola, dont 28 morts, ont été recensés en République démocratique du Congo (RDC), a annoncé mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le total inclut 38 cas confirmés, 14 probables et 8 suspects.

Au niveau mondial, le risque demeure peu élevé, a-t-elle ajouté.

TROUBLE BIPOLAIRE LE SMARTPHONE POURRAIT DÉTECTER LES CHANGEMENTS

Les capteurs et le GPS des smartphones pourraient aider les médecins à détecter les changements d'humeur de leurs patients atteints de trouble bipolaire. Ils pourraient ainsi modifier le traitement au plus tôt.

Le Dr Venet Osmani, du Centre de recherche sur les télécommunications expérimentales de Trente, en Italie, a découvert que le smartphone était capable de détecter l'état de notre humeur. Et qu'il était donc possible d'utiliser ses données, recueillies à l'aide de capteurs encastrables, pour savoir si une personne atteinte de trouble bipolaire est en train de faire un virage maniaque ou si elle est, à l'inverse, en phase de dépression.

Des sautes d'humeur extrêmes

Le trouble bipolaire, aussi appelé maladie affective bipolaire, est une affection psychiatrique sérieuse. Les personnes atteintes, souvent qualifiées de maniaqué-dépressives, présentent des sautes d'humeur extrêmes et oscillent entre une excitation intense, appelée manie, et une profonde dépres-

sion, chacune de ces phases étant sans aucun rapport avec les événements réellement vécus.

L'étude du Dr Osmani a été mise en place dans un hôpital psychiatrique du Tyrol, en Autriche, sous la surveillance de l'hôpital universitaire d'Innsbruck. Elle a duré de novembre 2012 à août 2013 et impliqué 12 patients pendant 12 semaines. Chaque patient a reçu un smartphone mais sans avoir de directives sur la façon de le porter ou de l'utiliser et chacun a subi un examen de son état mental au début et à la fin de l'expérience afin de définir leur humeur (allant de -3 pour épisode dépressif sévère à +3 pour épisode maniaque) pour pouvoir comparer les résultats avec ceux du smartphone.

Le suivi des données, qui permet de voir si le patient bouge beaucoup d'un endroit à l'autre (ce qui serait un signe de phase ma-



niaque) ou s'il reste longtemps prostré dans un même lieu (dans une phase dépressive) ainsi que de connaître le suivi du nombre et de la durée des appels (en phase maniaque, la personne bipolaire est

atteinte d'une véritable logorrhée et parle sans discontinuer) a permis au médecin de savoir en temps réel de quel humeur étaient les patients. Ce qui a permis d'adapter le traitement en temps réel.

Le Dr Osmani reconnaît que cette étude a été menée sur un tout petit nombre de patients. Mais il espère lancer une autre phase d'étude sur un panel de patients beaucoup plus large.

TROUBLES BIPOLAIRES : LE DIAGNOSTIC PRÉCOCE POUR ÉVITER LE RISQUE DE SUICIDE

Pour éviter les complications et les suicides dus aux troubles bipolaires, la Haute Autorité de Santé (HAS) émet des recommandations auprès des professionnels de santé. Le trouble bipolaire est l'une des pathologies psychiatriques les plus graves qui débute le plus souvent à l'adolescence et qui nécessite une prise en charge à vie. Il est essentiel de favoriser le diagnostic précoce de ce trouble pour éviter les complications et le risque de suicide. Pour ce faire, la Haute Autorité de Santé (HAS) vient de publier ses recommandations dans des fiches techniques et un guide pratique.

Les troubles bipolaires débute majoritairement dans les dernières années de l'adolescence entre 13 et 19 ans. Même si à cet âge les variations d'humeur peuvent être courantes et non pathologiques, les médecins et parents doivent être attentifs aux changements de comportements en rupture avec le fonctionnement habituel de l'adolescent (repli sur soi, décrochage scolaire,



conduites à risque, prises de substances psychoactives...). Les troubles bipolaires sont difficiles à diagnostiquer. C'est pourquoi les professionnels de santé doivent toujours y

penser face à la dépression. Ils doivent rechercher des antécédents de manies ou d'hypomanie et certains indicateurs de bipolarité comme une survenue de dépres-

sion avant 25 ans, des antécédents familiaux de trouble bipolaire, un changement brutal dans le fonctionnement psychique, plus de 3 antécédents d'épisodes dépressifs, des symptômes dépressifs atypiques, des tentatives de suicides répétées ou encore une réaction anormale à un traitement antidépresseur.

Dans ce cas, le médecin traitant doit réaliser un entretien et un examen clinique pour établir un diagnostic, se mettre en contact avec un psychiatre afin de confirmer le diagnostic, prescrire le traitement adapté et mettre en place un suivi conjoint.

« Le trouble bipolaire est l'une des pathologies psychiatriques les plus graves, qui conduit à des tentatives de suicide : 1 maladie sur 2 fera au moins une tentative de suicide dans sa vie et 15 % décéderont par suicide. En France, on estime qu'entre 1 et 2,5 % de la population est touchée par ce trouble, mais ce chiffre serait sous-évalué », rappelle l'organisme de santé.

ON NOURRIT AUSSI SON CERVEAU !

Parce que la fatigue physique est pesante, il est parfois nécessaire d'adapter notre alimentation. Mais saviez-vous que votre cerveau peut lui aussi être soumis à la fatigue ? Certains apports lui sont donc nécessaires. C'est une réalité. Pour permettre au cerveau de don-

ner le meilleur de lui-même, c'est-à-dire pour lui donner la capacité de doper nos performances intellectuelles (réflexion, mémorisation, concentration...), notre alimentation joue un rôle majeur. Du sucre, du fer, des oméga 3, des vitamines et minéraux... en tout

40 substances « pro-QI » lui sont nécessaires à chaque instant. Et avec nos emplois du temps de ministre, des programmes scolaires bien chargés, nos neurones trop souvent sollicités s'épuisent vite. À moins de revoir un peu notre alimentation... Notamment, en veil-

lant à confectionner des repas variés et équilibrés, autrement dit : pauvres en glucides simples (confiseries, biscuits, pâtes sucrées...) et en graisses saturées, et riches en glucides complexes, viandes maigres et poissons, fruits et légumes.

LA PEAU ARTIFICIELLE QUI APORTE LA SENSATION DU TOUCHER



Des scientifiques américains ont mis au point un capteur qui peut réellement sentir la pression et transmettre un signal tactile aux cellules nerveuses. C'est une véritable performance qu'ont réalisée les ingénieurs de l'Université de Stanford (États-Unis), qui travaillent sur le développement d'une peau artificielle pour les prothèses destinées aux personnes amputées. Sous l'impulsion du Pr Zhenan Bao, professeur de génie chimique, ils viennent de mettre au point une feuille de plastique qui ressemble à la peau, dotée de nanocapteurs qui apportent au porteur de la prothèse la sensation du toucher. Ces capteurs agissent réellement comme le fait la peau humaine, et transmettent un signal tactile aux cellules nerveuses.

Selon les scientifiques, cette expérience, qui a été dévoilée dans la revue scientifique *Science* est une réplique très fidèle de la sensation du toucher. "Nous voyons cela comme la première étape vers l'utilisation de matières plastiques pour la peau artificielle des prothèses."

Le cœur de la conception est une couche de polymère souple, caoutchouteux, dans laquelle sont intégrés des nanotubes de carbone en forme de petites pyramides (les capteurs). Lorsque ceux-ci se font écraser, sous la pression du toucher, le signal est directement envoyé au système nerveux.

Pour l'instant, l'expérience a été menée sur des souris. Mais dans un premier temps, ces capteurs pourraient se révéler très utiles en médecine : "Ils sont minces, flexibles et extensibles. Ils pourraient être utilisés directement sur la peau pour suivre le rythme cardiaque ou la pression artérielle" explique le Pr Bao.

BRUIT : UNE AUTRE FORME DE POLLUTION

La pollution au monoxyde de carbone, ou aux métaux lourds on connaît. Mais on a tendance à oublier qu'autour de nous il existe d'autres types de polluants dont le bruit et la télévision.

S'il n'éveille pas la même inquiétude que les autres risques environnementaux, le bruit est pourtant la cause de nombreux problèmes de santé. On pense en premier lieu aux troubles auditifs, bien sûr, des campagnes ayant mis notamment les jeunes en garde contre la musique des balades, écoutée trop longtemps et à trop fort volume. La surdité provoquée par un bruit intense est transitoire (sensation d'avoir les oreilles bouchées à la fin d'un concert rock). Mais une activité prolongée dans un environnement bruyant engendre un risque de surdité irréversible. En effet, l'oreille interne ne possède que 15 000 cellules sensorielles, les cellules ciliées, qui n'ont pas la possibilité de se renouveler, alors que la surexposition au bruit finit par les détruire.

Autre souci, partagé par les habitants de logements mal insonorisés ou victimes de voisins bruyants : les troubles du sommeil, qui retentissent évidemment sur la forme, sur le moral (fatigabilité, irritabilité, déprime), ainsi que sur les performances de notre système immunitaire.

Mais si le bruit peut être qualifié de polluant, c'est avant tout parce qu'il agit comme un stress sur notre organisme. La noradrénaline, un neurotransmetteur, envoie alors un signal qui fait tendre les muscles, accélère le cœur, rétrécit les vaisseaux sanguins et élève la tension artérielle. D'où son implication démontrée dans les maladies cardiovasculaires... et le mal de dos. Comme tout stress, le bruit accélère également la respiration et provoque des troubles gastro-intestinaux, notamment lorsqu'il perturbe les repas. Plus on parle fort à table, plus on mange vite et l'on digère mal. Les conséquences sont particulièrement sensibles sur les en-



fants, une fois encore : le niveau sonore des cantines est accusé d'engendrer troubles du sommeil, fatigue, agressivité, baisse de vigilance et difficultés de mémorisation. Mais l'école n'est pas seule en cause : transports, télévision, jeux vidéo, musique dans tous les locaux publics, etc.. L'accroissement du bruit est général dans notre environnement. Et son impact profond : il influencerait même la fécondité et la vision (rétrécissement du champ visuel, réduction de la vitesse de perception des couleurs, altération de la vision nocturne).

C'est donc à juste titre que l'environnement sonore constitue un des paramètres les plus importants dans le choix de notre résidence. À noter que, dans les plaintes déposées, les aboiements de chiens viennent à la première place (environ 100 dB) et représentent 23 % des troubles du voisinage, devant les instruments de musique, les discothèques (dont le martèlement des basses fré-

quences peut être entendu à 5 km), puis les travaux de bricolage et de jardinage.

Quel recours pour s'en protéger ?

Planter une barrière de 10 m d'arbres et d'arbustes autour de son jardin absorbe 1 dB (un mur anti-bruit 15 dB au moins).

Renforcer le vitrage et la menuiserie des fenêtres pour isoler son logement, est la première mesure à prendre. On peut aussi installer des joints de calfeutrement afin que les ouvertures soient plus étanches.

S'équiper d'isolants mous, constitués de fibres, qui sont à la fois thermiques et acoustique. Car il existe aussi des isolants acoustiques pour les parois mais qui ne sont pas obligatoirement des isolants thermiques.

Porter des bouchons d'oreille qui, bien mis, sont aussi efficaces que les casques antibruit (tous deux affaiblissent en moyenne le

volume de 25 dB). Mais il faut prendre son temps pour les positionner, les rouler d'abord entre les doigts afin de les comprimer le plus possible et bien les ajuster ensuite dans le conduit auditif. Une oreille ainsi protégée n'est pas fatiguée après 8 heures d'exposition au bruit.

Télévision, une autre forme de pollution !

Il n'y a pas que les programmes qui peuvent être mortels à la télé ! Et son bruit permanent n'est pas l'unique nuisance. Selon les calculs d'universitaires de Cambridge, publiés en juin 2011, la mortalité s'accroît de 5,4 % toutes les 25 minutes supplémentaires passées devant le petit écran. Normal, la sédentarité représente le risque le plus important pour toutes les maladies graves. Alors, efforçons-nous de l'éteindre de temps en temps pour aller faire un tour.

STRESS, ANXIÉTÉ, BURN OUT : UNE EXPERTE RÉPOND À VOS QUESTIONS

Méto, boulot, dodô... Votre quotidien met vos nerfs à rude épreuve ? Vous vous sentez submergé par les petits et gros tracas de la vie ? Avant que votre corps ne vous dise stop, sachez réagir à temps ! D'autant qu'il existe de nombreuses solutions naturelles pour prévenir le stress. Pour en savoir plus, rendez-vous sur notre forum : notre pharmacienne spécialisée en phytothérapie répond à toutes vos questions sur ce thème.

La phytothérapie, vous connaissez ? C'est l'art de prévenir et guérir par les plantes. Sommeil, minceur, concentration... Elle est indiquée dans bien des cas. Alors que la rentrée est bel et bien consommée, peut-être commencent-vous déjà à ressentir les effets négatifs du stress quotidien ? Ou alors êtes-vous simple-

ment sujet à l'anxiété ? Pour éviter de faire partie des 480 000 Français atteints de burn out chaque année, mieux vaut le prévenir et reconnaître les signes révélateurs.

En plus d'une activité physique et d'une bonne alimentation, les plantes peuvent être vos alliées pour aider à lutter contre les méfaits du stress et réduire vos crises d'anxiété : millepertuis, passiflore, rhodiola, valériane, coquelicot, escholtzia, houblon, mélisse... Mais où les trouver ? Comment les consommer ? A quelles doses ?

Pour répondre à toutes ces questions et bien d'autres, notre pharmacienne peut vous aider à y voir plus clair en répondant à vos questions dans le forum dédié. Pascale Imbert est Docteur en pharmacie spécialisée en phy-



tothérapie et aromathérapie. Elle travaille depuis plus de 20 ans dans le domaine des plantes et des médecines complémentaires. Est enseignante à l'École Lyonnaise des Plantes Médicinales (ELPM) et a fondé un centre de formation en thérapies naturelles.

LIBYE - FRANCE Le Haut Conseil d'Etat libyen réitère son engagement envers la déclaration de Paris sur la transition politique

Le chef du conseil consultatif politique de Libye a réitéré vendredi l'engagement de son organisme envers la déclaration signée à Paris concernant la transition politique dans ce pays grevé par les conflits.

Khalid al-Meshri, président du Haut Conseil d'Etat libyen (HCEL), a émis ces remarques lors d'un entretien téléphonique avec le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, selon un communiqué du HCEL. Selon ce communiqué, M. al-Meshri a indiqué à M. Le Drian que les «foyers de tension et les guerres dans l'est et le sud du pays contrevenaient aux obligations acceptées à Paris».

La déclaration de Paris, signée par différentes parties libyennes le 29 mai, «les engage à travailler sur la voie d'élections parlementaires et présidentielles dans un 'environnement sûr', et à respecter les résultats du scrutin», ont indiqué les Nations Unies dans un communiqué.

Le communiqué du HCEL ajoute que le respect de ces obligations «implique de mettre fin à tous les foyers de tension et à assurer le retour des déplacés de Benghazi et de Derna chez eux, ainsi que des membres de la tribu Maghariba dans la région du Croissant pétrolier».

Toujours selon ce communiqué, M. Le Drian a exprimé son inquiétude vis-à-vis des difficultés à organiser des élections telles que programmées en raison de la persistance des conflits dans le pays, ajoutant que les installations pétrolières de la Libye devaient être contrôlées par le gouvernement. Jeudi, L'Armée nationale libyenne (ANL) a repris à une milice rivale les ports de Ras Lanouf et d'Es-Sidra, à proximité de la région du Croissant pétrolier. L'ANL s'oppose au gouvernement de Tripoli reconnu par l'ONU.

ZIMBABWE: Les observateurs de l'UE commencent à se déployer pour les élections du 30 juillet

Les observateurs de l'Union européenne (UE) ont commencé hier à se déployer dans tout le Zimbabwe pour y surveiller le déroulement des élections générales prévues le 30 juillet, leur première mission dans ce pays depuis 2002. «Les observateurs de longue durée couvriront l'ensemble des dix provinces (du pays), dans les villes comme dans les campagnes.

Ils surveilleront tout le processus électoral, avant, pendant et après le jour du vote», a déclaré le chef adjoint de cette mission, Mark Stevens. Un total de 44 observateurs sont déjà à pied d'oeuvre, selon M. Stevens, leur nombre passera à 140 le jour du scrutin.

Les scrutins présidentiel et législatifs du 30 juillet sont les premiers organisés depuis la démission en novembre du président Robert Mugabe, qui a dirigé le Zimbabwe d'une main de fer depuis son indépendance en 1980.

Le nouveau chef de l'Etat Emmerson Mnangagwa, candidat du parti au pouvoir la Zanu-PF à la présidentielle, a promis des élections «libres, transparentes et honnêtes».

Le nouveau gouvernement zimbabwéen, qui tente de renouer avec l'Occident, a invité la communauté internationale, dont l'UE et le Commonwealth, à venir observer les élections de 2018. «Nous sommes très contents de déployer notre mission», a assuré M. Stevens.

«La mission de l'UE est impartiale et n'intervient pas dans le processus électoral», a-t-il rappelé. La dernière mission électorale de l'UE au Zimbabwe remonte à 2002. Son chef avait été expulsé avant la présidentielle. Dans la foulée, Bruxelles avait adopté des sanctions contre Robert Mugabe et plusieurs ses proches, accusant le gouvernement d'atteintes aux droits de l'Homme.

ALGÉRIE - SAHARA-OCCIDENTAL - MAROC Le Parlement algérien fait sienne la question de la décolonisation du Sahara occidental

Le Parlement algérien fait sienne la question de la décolonisation du Sahara occidental en apportant son soutien aux pourparlers directs entre le Maroc et le Front Polisario pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination, a affirmé vendredi à Paris Abdelhamid Si Afif.

Le Parlement algérien, en tant que modèle de solidarité envers la cause sahraouie, a fait sien cette question de décolonisation en œuvrant à apporter son soutien à toutes initiatives visant à faciliter les pourparlers directs entre le Maroc et le Front Polisario pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination conformément aux résolutions du Conseil de sécurité», a précisé le président de la commission des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Emigration de l'Assemblée populaire nationale (APN) qui a participé à la première réunion du Réseau international des parlementaires pour l'autodétermination du Sahara occidental.

Le réseau international des parlementaires pour l'autodétermination du Sahara occidental, rappelle-t-on, est une plateforme qui a pour but d'être un espace d'échange, en lien avec les divers intergroupes, les associations de soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui, et avec les représentations diplomatiques de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Son objectif est de réunir des parlementaires du monde entier pour échanger sur les actualités du Sahara occidental dans chacun de leur pays, et d'échanger sur les pratiques des parlementaires sur ce sujet.

Abdelhamid Si Afif a rappelé, au cours de son intervention, que la solidarité de l'Algérie envers le peuple sahraoui se traduit par le respect des conventions internationales relatives aux réfugiés, soulignant que tout peuple d'un territoire non autonome a droit à l'autodétermination.

Ce droit, a-t-il dit, qui n'a toujours pas été accordé au peuple sahraoui



est inaliénable et peut être considéré comme norme impérative en droit international et de ses principes essentiels», affirmant que toute mesure ou démarche qui viserait à empêcher le libre exercice de ce droit est contraire au droit international et en constituerait une violation». Malheureusement, a-t-il déploré, le statu quo qui caractérise le conflit du Sahara occidental reflète à merveille la lente agonie du droit international face à la réalpolitik ou comment les Etat font passer leurs intérêts largement au-dessus du respect du droit international ou même généralement des principes élémentaires de justice».

A propos des actions que doit mener le réseau international des parlementaires pour l'autodétermination du Sahara occidental, il a livré une batterie de propositions dans le cadre de la solidarité parlementaire.

Il a préconisé, entre autres, de lancer une campagne de sensibilisation auprès des parlementaires dont les gouvernements affichent des

positions hostiles ou timides envers la question sahraouie, en menant également des actions au niveau des espaces régional, continental et international par l'échange d'informations.

Il a appelé les membres à renforcer la coordination avec les militants et les associations sahraouies pour renforcer la présence dans les organisations internationales, à agir en direction du respect des droits de l'homme dans les territoires occupés et du respect de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne relatif à la protection des ressources naturelles du peuple sahraoui.

Il a proposé d'organiser des visites de parlementaires européens et autres dans les camps de réfugiés sahraouis pour constater la réalité du peuple sahraoui qui lutte pour son indépendance et sa liberté, tout en appelant à agir en direction des médias de leurs pays respectifs pour mettre à nu tous les obstacles dressés devant les observateurs internationaux les empêchant de se rendre dans les territoires occupés».

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE L'ONU réitère son entier soutien au processus de paix en RCA

A l'issue d'une visite cette semaine en République centrafricaine (RCA), la sous-secrétaire générale aux opérations de maintien de la paix, Bintou Keita, a réitéré vendredi l'entier soutien de l'organisation au processus de paix mené par l'Union africaine et aux efforts de la Mission des Nations Unies dans ce pays (MINUSCA).

Lors de son séjour, elle a exprimé son soutien aux autorités nationales et à leurs efforts pour stabiliser le pays, y compris par une extension progressive de l'autorité de l'Etat au-delà de la capitale Bangui.

Sa visite s'est déroulée dans un contexte sensible après le regain de violence en avril et en mai.

M. Keita a rencontré le président, le Premier ministre, le premier vice-président de l'Assemblée

nationale, ainsi que la société civile, y compris des groupes de femmes et des chefs religieux.

Elle a également rencontré des partenaires internationaux, notamment le représentant spécial de l'Union africaine et le représentant de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale.

Mme Keita a également visité Bambari où elle a rencontré la société civile, les chefs religieux, ainsi que les groupes armés.

«Le but majeur de toutes ces rencontres était de réitérer aux autorités du pays mais aussi à la population centrafricaine, le soutien inconditionnel de l'ONU et de la communauté internationale dans la recherche de paix.

Par ailleurs, ces échanges permettent également d'encourager la

MINUSCA dans la mise en œuvre de son mandat et de voir ce qui peut améliorer son travail sur terrain», a-t-elle dit.

S'agissant de l'Initiative de l'Union africaine pour la paix et la réconciliation en RCA, elle a indiqué que les éléments concrets des recommandations du panel de l'Union africaine devraient être connus fin juillet. «Nous espérons que cela va vers une consolidation de la paix», a-t-elle souligné lors d'un point de presse. Dans cette dynamique de recherche de la paix, la sous-secrétaire générale dit apprécier la cohabitation des communautés dans la ville de Bambari, qui a été récemment mise à mal par les actions des groupes armés. Elle a toutefois pointé du doigt des «individus irresponsables» qui manipulent la population

à travers des discours de haine et de violence.

Lors de la rencontre avec les journalistes, la sous-secrétaire générale a salué l'arrivée des forces armées centrafricaines (FACA), jeudi à Bangassou, tout en rappelant que la question du déploiement des FACA dans d'autres parties du pays exigera «de la volonté et de la solidarité de tout le monde», soulignant les défis en matière de formation et de logistique.

En réaction aux critiques vis-à-vis de la MINUSCA, Mme Keita a rappelé la «grande contribution» de la Mission.

«Il faut reconnaître les efforts des hommes et des femmes civils et en uniforme de la MINUSCA», a-t-elle souligné, appelant à un «dialogue apaisé» avec la Mission.

TRAMWAY D'AL-QODS : L'entreprise française Systra se désengage du projet

L'entreprise française Systra, spécialisée dans les transports urbains, se désengage du projet du tramway d'al-Qods-Est, territoire palestinien occupé, a-t-on appris hier des syndicats qui ont dénoncé l'implication d'entreprises françaises dans ce projet.

Selon la Confédération générale du travail (CGT), le président de la SNCF, Guillaume Pépy, a annoncé mercredi dernier le retrait de la filiale Systra des lignes «rouge» et «pourpre» du tramway d'al-Qods qu'Israël, puissance occupante, veut réaliser avec le concours d'entreprises françaises.

Trois entreprises françaises EGIS et SYSTRA, deux filiales d'établissements publics (SNCF et RATP, Caisse des Dépôts et Consignations) et ALSTOM, participent dans la construction du tramway d'al-Qods.

Au cours de la deuxième semaine de juin, plusieurs syndicats et ONG ont lancé une campagne dénonçant la présence de ces entreprises françaises dans les territoires palestiniens occupés, au moment où sur le plan officiel la France a manifesté son opposition au transfert de l'ambassade américaine de Tel Aviv à al-Qods-Est, capitale de l'Etat de Palestine.

Les organisations syndicales et associations ont dénoncé, dans un rapport, le fait que des entreprises françaises «contribuent à la colonisation israélienne du territoire palestinien occupé». Selon la CGT, c'est une «première victoire» même si Systra n'a pas encore annoncé son retrait de la ligne «bleu» du projet.

«Cette victoire fait suite à la publication d'un rapport corédigé par les huit organisations du collectif dont la CGT mettant en lumière la participation des entreprises françaises (Egis Rail, Alstom et anciennement Systra) à ce projet, qui visait à relier Jérusalem-



Ouest (al-Qods-Ouest) aux colonies israéliennes de Jérusalem-Est (al-Qods-Est) palestinienne, en totale violation du droit international», a souligné la CGT qui avait déjà dénoncé la participation des banques françaises dans le processus de colonisation israélienne.

Pour l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), membre du collectif, c'est «une première réponse à notre demande de désengagement des trois entreprises françaises vient d'être apportée mercredi 20 juin par la direction de la SNCF à la réunion du Comité d'entreprise européen, par la voix de Monsieur Pépy qui a déclaré que «Systra se retire de la ligne rouge et pourpre du tramway de Jérusalem», appelant les autres entreprises françaises à faire de même. Les organisations syndicales et associations ont considéré dans leur rapport que la responsabilité du gou-

vernement français est «doublement engagée» dans l'implication de ces entreprises dans le projet sur un territoire occupé.

La France est engagée en vertu de l'obligation de droit international de protéger contre les violations des droits de l'homme par des tiers (les entreprises concernées) et comme tutelle des trois établissements publics actionnaires majoritaires de deux des sociétés concernées, expliquent les auteurs du rapport.

«Comment comprendre l'inaction du gouvernement devant la participation d'acteurs publics à la colonisation israélienne - totalement illégale - qu'il dénonce par ailleurs de façon récurrente ? Il est temps de passer de la parole aux actes», avait déclaré Bertrand Heilbronn, président de l'Association France Palestine Solidarité.

SYRIE: L'armée progresse dans le sud (ONG)

Les forces du gouvernement syrien ont gagné du terrain hier face aux groupes armés dans la province de Deraa, dans le sud du pays en guerre, après plusieurs jours de bombardements intensifs, a indiqué une ONG. Les troupes syriennes ont commencé mardi dernier à bombarder les zones contrôlées par les rebelles dans l'est de Deraa.

Le pilonnage et les combats se concentrent dans une zone à cheval entre la province de Deraa et la partie ouest de la province voisine de Soueïda.

«Les troupes du régime ont avancé dans la région s'emparant des villages d'Al-Boustane et d'Al-Choumariya», a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

L'agence de presse officielle Sana a également fait état de l'avancée des troupes dans l'est de Deraa.

Après avoir sécurisé la capitale Damas, l'armée se concentre sur le sud du pays où les rebelles contrôlent toujours la majorité des provinces de Deraa et de Soueïda. Cette région stratégique est située non loin du plateau du Golan syrien, dont une large partie est occupée par Israël depuis 1967. Des renforts militaires ont été déployés dans le sud du pays. Selon l'Observatoire, l'aviation syrienne bombarde les zones contrôlées par les groupes armés.

Deplus mardi, au moins 17 civils ont été tués dans les zones rebelles, selon l'OSDH.

Plus de 12.000 Syriens ont fui la province de Deraa ces derniers jours.

Le régime syrien a réussi à reprendre plus de 60% du pays depuis 2015, selon l'OSDH.

Accumulant les défaites, les groupes armés affaiblis n'occupent plus que 11% du territoire, principalement dans le nord à la frontière avec la Turquie.

Le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech), cible de plusieurs offensives, ne contrôle lui que moins de 3% du pays, selon l'OSDH.

Le conflit en Syrie a fait depuis mars 2011 plus de 350.000 morts et jeté sur la route des millions de personnes.

ROUMANIE: Le président Iohannis envisage de briguer un second mandat

Le chef de l'Etat roumain, Klaus Iohannis, (centre-droit), menacé d'une suspension par la majorité sociale-démocrate qu'il accuse de saper la lutte anti-corruption, a annoncé hier samedi qu'il entendait briguer un second mandat lors de l'élection présidentielle de 2019.

«J'ai pris une importante décision (...).

Je suis fermement résolu à briguer un second mandat de président de la Roumanie», a déclaré lors d'un déplacement dans son fief de Sibiu (centre) ce dirigeant issu de la minorité germanophone, qui avait remporté en 2014 une victoire surprise face à l'ancien Premier ministre social-démocrate (PSD) Victor Ponta.

Son annonce intervient alors que plusieurs responsables de la coalition au pouvoir ont brandi ces derniers jours une menace de suspension à son égard, accusant le chef de l'Etat d'«enfreindre la Constitution». M. Iohannis, 59 ans, conteste notamment une réforme de la justice engagée par le gouvernement et refuse de révoquer la cheffe du Parquet anticorruption, Laura Codruta Kovesi, bête noire de la majorité, malgré une récente injonction en ce sens de la Cour constitutionnelle.

Le chef de l'Etat s'est par ailleurs alarmé d'un assouplissement du code de procédure pénale voté cette semaine par les députés sociaux-démocrates, estimant qu'il compromet la lutte anticorruption et ouvre la voie à une réhabilitation de Liviu Dragnea.

M. Dragnea, qui ne peut exercer les fonctions de Premier ministre en raison d'une condamnation à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale en 2016, a été condamné jeudi à trois ans et demi de prison ferme en première instance jeudi dans une affaire d'emplois fictifs. Patron du PSD, M. Dragnea a annoncé vendredi qu'il ne démissionnerait pas et mènerait «jusqu'au bout» une réforme controversée de la justice.

La majorité accuse les magistrats d'abus de pouvoir. La réforme judiciaire engagée par le gouvernement est régulièrement contestée dans la rue par l'opposition et est suivie avec «préoccupation» par Bruxelles.

DIPLOMATIE

Malgré le sommet, la Corée du Nord reste une menace nucléaire selon Trump

Donald Trump a qualifié vendredi de «menace exceptionnelle et extraordinaire» l'arsenal nucléaire nord-coréen afin de justifier le maintien des sanctions contre Pyongyang, dix jours seulement après sa rencontre historique avec Kim Jong Un.

«Il n'y a plus de menace nucléaire de la part de la Corée du Nord», avait pourtant clairement le président américain à son retour à Wash-

ington, après le sommet de Singapour le 12 juin dernier. Mais une déclaration présidentielle envoyée au Congrès vendredi avait un ton bien différent, expliquant pourquoi Washington allait maintenir des sanctions économiques sévères contre Pyongyang.

«L'existence et le risque de prolifération de matière fissile à des fins militaires sur la péninsule coréenne et

les actes et les politiques du gouvernement de Corée du Nord continuent de constituer une menace exceptionnelle et extraordinaire pour la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie des Etats-Unis», a écrit vendredi Donald Trump.

Dans cette déclaration formelle, le locataire de la Maison Blanche justifie ainsi le maintien des sanctions contre Pyongyang et la pro-

rogation pour une année supplémentaire de «l'état d'urgence nationale» décrété en 2008 à cet égard. Le sommet Trump-Kim de Singapour s'était achevé sur un engagement de la Corée du Nord en faveur d'une «denucléarisation complète» dont les détails ont été remis à des négociations ultérieures.

Dix jours après, aucune avancée concrète n'a été enregistrée.

ROUMANIE :

Condamné à la prison, le chef de la gauche refuse de démissionner

Le puissant chef de la gauche au pouvoir en Roumanie Liviu Dragnea, condamné jeudi à de la prison ferme en première instance, a annoncé vendredi qu'il ne démissionnerait pas et mènerait «jusqu'au bout» une réforme controversée de la justice.

«Je reste à la tête du Parti social-démocrate (PSD) et n'hésiterai pas à aller jusqu'au bout» sur la modification de la législation pénale, a déclaré M. Dragnea à l'issue d'une réunion de cette formation.

«Nous allons être plus radicaux», a-t-il ajouté, laissant entendre que la gauche envisageait de passer en force de nouveaux textes, en contournant le parlement, comme elle avait déjà tenté de le faire début 2017, avant de faire machine arrière devant une vague de protestation sans précédent.

Selon leurs détracteurs, plusieurs amendements voulus par la majorité

devraient permettre à M. Dragnea d'échapper à une peine de prison en appel et d'obtenir une réhabilitation par rapport à une précédente condamnation à deux ans de prison avec sursis qui l'empêche depuis 2016 de briguer le poste de Premier ministre. Il a été condamné à trois ans et demi de prison ferme en première instance jeudi dans une affaire d'emplois fictifs. Neuf autres personnes ont été écoupées de peines de prison, avec sursis pour la plupart.

«C'était une exécution en masse», a lancé le chef du PSD, également président de la Chambre des députés, qui a toujours clamé son innocence.

Déjà à l'origine d'une réforme controversée de la justice adoptée fin 2017, la coalition de gauche a fait passer lundi des amendements au code de procédure pénale décriés par l'opposition et suivis «avec préoccupation» par Bruxelles.

Alors que la droite a multiplié les

appels à la démission, les antennes locales du PSD ont exprimé leur «soutien sans faille» à leur leader, mettant en doute le bien-fondé de la décision de la Cour. «Cette décision ne vise pas un homme, mais le parti dans son ensemble et les millions de Roumains qui croient en cette formation», a notamment lancé le secrétaire général du PSD Marian Neacsu, tandis que la Première ministre Viorica Dancila a évoqué une condamnation «arbitraire».

De nombreux magistrats ont appelé à la retenue, estimant que de tels propos «portent atteinte à l'indépendance, au prestige et à la crédibilité du système judiciaire».

Les tensions entre la majorité et le monde judiciaire se sont accentuées ces derniers mois alors que des élus visés par des enquêtes ont accusé les magistrats de «commettre des abus» et «fabriquer des dossiers».

«Long... est le chemin» de Mohamd Djaafar, une histoire à dimension humaine de l'Algérie des années 1930

Dans son roman «Long... est le chemin», l'écrivain Mohamed Djaafar invite ses lecteurs à découvrir une période méconnue de l'histoire authentique et hautement humaine des Algériens dans les années 1930 à travers le prisme de personnages hauts en couleurs aux prises avec un quotidien des plus difficiles.



Ce roman de 420 pages, publié récemment à compte d'auteur, relate des tranches de vie entrelacées de plusieurs familles luttant pour leur survie dans une bourgade imaginaire de l'Algérie, colonisée depuis un siècle.

Ce deuxième ouvrage de l'auteur plante le décor d'une région se remettant à peine des grandes campagnes militaires coloniales tout en allant, sans le savoir, au devant d'un nouveau drame et des grands chamboulements causés par la seconde guerre mondiale.

Dans le village de Webbane, le récit s'articule autour de la famille de Slimane, ouvrier du chemin de fer se tuant à la tâche, malgré une petite invalidité, avec la hantise de voir ses trois enfants manquer de nourriture ou de voir son aîné Bouzid abandonner l'école.

Lahlali, le frère de Slimane, obtient une autorisation pour aller travailler dans les houillères du nord de la France. Son voyage et son parcours restituent l'univers des premiers ouvriers algériens immigrés débarquant dans un pays où tout leur est étranger.

Une année avant de pas-

ser son certificat de fin d'études primaires, le jeune Bouzid devient l'écrivain public du village rédigeant des lettres aux maris, frères, et pères partis travailler en France, ce qui en fait le confident de tous les habitants du village.

Bouzid se retrouve impliqué dans une ancienne liaison amoureuse entre son oncle et Rita la gitane, dans la vie de Bariza abandonnée avec deux enfants et qui ne trouve de salut que dans la prostitution, ou encore dans la rédaction d'affiches et de messages pour les militants du Parti du peuple algérien.

Le diplôme de Bouzid se révèle être une solution aux problèmes de nombreux habitants du village, le jeune garçon est sollicité pour différents emplois et apporte une aide considérable au foyer et à ses proches.

C'est également par Bouzid, seul personne sachant lire, que le village apprend l'arrivée de la guerre avant que le crieur public n'annonce la mobilisation générale, avant que les événements du roman ne s'enchaînent relatant la guerre, le militantisme pour l'indépendance de l'Algérie et la Révolution

de Novembre vue par les villageois de Webbane. En plus des récits qui mettent au jour une période méconnue et des «générations oubliées» de l'histoire «coincées entre la colonisation et la deuxième guerre mondiale», ce roman renseigne sur un univers et un mode de vie ancré dans l'imaginaire collectif algérien.

«Long...est le chemin» plonge le lecteur dans l'habitat et le mode de vie authentique d'un village qui ne connaissait pas encore l'électricité et où l'agriculture vivrière nourrit des habitants qui comptent chacun sur un métier artisanal pour subvenir aux besoins des siens. S'il évoque clairement les déboires de la population avec les autorités coloniales, la discrimination et l'exploitation, l'auteur a réussi à dissoudre les affres de la colonisation dans le quotidien des habitants, axe principal du récit, tel qu'ils l'ont vécu. Né à Bordj Bou Arreridj en 1955, Mohamed Djaafar avait suivi des études de droit à Alger avant de poursuivre son cursus en Belgique. L'auteur avait publié en 2014 son premier roman «Les oiseaux de la nuit».

MUSIQUE

Décès du musicien Geoffrey Oryema, voix émouvante de l'exil africain

Le musicien d'origine ougandaise Geoffrey Oryema, compositeur avec Tonton David et Manu Katché, de la musique du film «Un Indien dans la ville», est décédé vendredi à Lorient à l'âge de 65 ans, a annoncé sa compagnie à la presse.

L'artiste, installé en France depuis une quarantaine d'années et qui avait obtenu la nationalité française, est décédé des suites d'un cancer, selon la même source.

Né à Soroti, l'auteur-chanteur-compositeur était le fils d'un ancien ministre de Milton Obote. Il est arrivé clandestinement en France en 1977. Sa carrière avait été soutenue dans les années 90 par

Peter Gabriel, qui lui avait fait enregistrer son premier album «Exile», dans ses studios Real World en Angleterre, a rappelé sa compagnie. Ses deux albums suivants avaient été enregistrés dans ce même studio. Anglophone, il s'était mis au français et avait écrit des chansons dans cette langue, enregistrant en 1996 un duo avec Alain Souchon («Bye bye lady Dames»).

Il avait remporté en 1996 une Victoire de la musique alors qu'il faisait partie du groupe KOD (Manu Katché, Oryema, Tonton David) pour sa participation à la bande originale d'«Un indien dans la ville», film d'Hervé Palud.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**WILAYA DE TIPAZA
DAIRA DE FOUKA
APC DOUAOUA**

AVIS D'APPEL D'OFFRES AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES.

N° d'Identification Fiscal:098542045103140

N° 02/2018

Le président de l'assemblée populaire Communale de DOUAOUA, lance un avis d'appel d'offres national avec exigence de capacités minimales pour :
ACHEVEMENT ET AMENAGEMENT ET REVETEMENT RUELLES COTE EST CITE NOUVELLE /DOUAOUA

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres et disposant d'un certificat de qualification et classification professionnelle **activité principale «travaux public» catégorie III et plus** peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'A.P.C de DOUAOUA (bureau des marchés), contre paiement de la somme de 3000,00 DA.

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours, à compter de la première date de parution du présent avis sur les quotidiens nationaux ou le B.O.M.O.P jusqu'à 12 h 00 mn du dernier jour.

La date de dépôt des offres est fixée au 20^{ème} jour, à compter de la date de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux, ou le B.O. M.O.P. jusqu'à 12 h 00 mn. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure « 12 h 00 mn »

Les offres seront déposées auprès de **BUREAU DES MARCHES de L'A.P.C DE DOUAOUA**. Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

**« A'NOUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES.
APPEL D'OFFRES NATIONAL AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°02/2018
ACHEVEMENT ET AMENAGEMENT ET REVETEMENT RUELLES COTE EST CITE NOUVELLE /DOUAOUA**

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- 1. LE DOSSIER DE CANDIDATURE :** Contient :
 - Déclaration de candidature .
 - Déclaration de probité.
 - les statuts pour les entreprises SNC, EURL, SPA, SARL .
 - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
 - Certificat de qualification et de classification professionnelle.
 - La liste des moyens humains appuyée des pièces justificatives détaillées dans le cahier des charges.
 - La liste des moyens matériels appuyés des pièces justificatives détaillées dans le cahier des charges.
 - Les références professionnelles (certificats de bonne exécution) conformément au cahier des charges.

2- OFFRE TECHNIQUE : Contient :

- Déclaration à souscrire.
- Planing d'exécution
- Le cahier des charges portant à la dernière page mention manuscrite « Lu et accepté ».
- Memoir technique justificative .

3- L'OFFRE FINANCIERE : Contient :

- La lettre de soumission .
- Le bordereau des prix unitaires.
- Le devis quantitatif et estimatif.

Les offres resteront valides pendant une période de cent cinq (105) Jours.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui se fera le jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à 13 h.00 mn.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure « 13 h 00 mn ».

N. B : Les pièces accompagnant les soumissions doivent être lisibles, en cours de validité.

TECHNOLOGIE SPATIALE:

Signature d'un mémorandum d'entente entre l'Algérie et l'Afrique du Sud

Un mémorandum d'entente sur la coopération dans le domaine de la science et la technologie spatiales a été signé vendredi entre les Agences spatiales algérienne et sud-africaine lors d'une cérémonie organisée au Centre international de Vienne, indique samedi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Ce mémorandum a été signé, du côté algérien, par le directeur général de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), Azzedine Oussedik, et, du côté sud-africain, par le directeur général de l'Agence nationale spatiale sud-africaine (SANSA).

A l'occasion de cette cérémonie, M. Oussedik a rappelé les objectifs que partagent l'Algérie et l'Afrique du Sud en matière de recherche spatiale et souligné «la volonté des deux pays de développer des projets communs, dont la réalisation de satellites et la mise en place d'un cadre d'échanges et de coopération entre l'Université d'Oran et l'Université de Stellenbosch». Le directeur général de l'ASAL «n'a pas manqué de rappeler le fait qu'au-delà de l'intérêt que revêt cette coopération pour l'Algérie et l'Afrique du Sud, celle-ci sert également les intérêts du continent africain dans

lequel les deux pays jouent un rôle de leadership». Le directeur général de l'Agence nationale spatiale sud-africaine a salué, pour sa part, «l'engagement de l'Algérie en faveur de la coopération interafricaine dans tous les domaines» et a assuré de «la disponibilité de la partie sud-africaine à joindre ses efforts à ceux de l'Algérie en vue de faire bénéficier le continent africain des bienfaits de la science et la technologie spatiales».

En vertu de ce mémorandum d'entente, les deux Agences sont convenues de «promouvoir la politique de la science et la technologie spatiales et les applications associées, ainsi que de contribuer au développement du cadre juridique y afférent en conformité avec les principes de Droit international régissant ce domaine», précise le communiqué.

ETATS-UNIS
Facebook lance un nouveau système pour vérifier l'authenticité des photos et des vidéos

Le réseau social Facebook a annoncé jeudi le lancement d'un système et de nouvelles techniques pour vérifier l'authenticité des photos et des vidéos, afin de contrer les campagnes de désinformation ayant affecté la plateforme et sévir contre les auteurs de fausses nouvelles. «L'un des défis pour combattre la désinformation est qu'elle se manifeste différemment selon les types de contenus et les pays», a expliqué une responsable de Facebook, Tessa Lyons, citée par l'AFP. Facebook va utiliser l'apprentissage automatique et d'autres outils techniques pour sévir contre les images et vidéos manipulées. «Face à cela, nous avons testé le fact-



checking des photos et des vidéos dans quatre pays. Cela concernait les images manipulées (par exemple, une vidéo éditée pour montrer quelque chose qui ne s'est pas vraiment passée) ou présentées hors de leur contexte (par exemple la photo d'une tragédie précédente associée à un conflit se dé-

roulant aujourd'hui), a-t-elle expliqué.

Selon Mme Lyons, des efforts de vérification des faits par la plateforme sont désormais mis en place dans quatre pays, un chiffre qui devrait augmenter cette année.

Des partenaires indépendants sont sollicités pour effectuer ces vé-

rifications, qui conduisent ensuite Facebook à sévir contre les auteurs de fausses nouvelles. Critiqué pour avoir permis une campagne de désinformation de la Russie durant les élections américaines de 2016, Facebook a accru ses efforts pour stopper les faux comptes et la diffusion de rumeurs.

CYBERSÉCURITÉ
Neuf pays de l'UE vont créer des cyber-forces de réaction rapide

Neuf pays membres de l'Union européenne vont créer des «équipes de réaction rapide» pour répondre à des cyber-menaces éventuelles, dans le cadre du nouveau pacte de défense de l'UE, a annoncé jeudi la Lituanie qui gère ce projet. «Neuf Etats ont accepté d'y participer. L'objectif est de créer une cyber-force de réaction rapide européenne fonctionnant par rotations», a déclaré le ministre lituanien de la Défense Raimundas Karoblis, cité par l'AFP.

Ses homologues croate, estonien, néerlandais et roumain doivent le rejoindre lundi à Luxembourg pour signer cette entente, tandis que la Finlande, la Pologne, et l'Espagne doivent le faire plus tard cette année. Des équipes for-



mées par rotations d'experts se tiendront prêtes à aider les autorités nationales en cas de cyber-attaque, selon un calendrier qui sera établi l'année prochaine, a ajouté M. Karoblis.

Il compte que l'UE allouera des fonds pour acheter des logiciels et des équipements et doit poursuivre des contacts avec les institutions européennes pour préciser des questions légales et techniques. La cyber-force figure parmi les premiers projets mis en oeuvre dans le cadre du pacte de défense européen signé l'année dernière dans le climat créé par les doutes du président américain Donald Trump sur le rôle de l'OTAN et la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE.

Plusieurs médias lancent un appel aux lanceurs d'alerte pour la protection des données personnelles



Plusieurs médias internationaux ont lancé un appel aux lanceurs d'alerte afin de recueillir des informations sur l'usage abusif des données personnelles sur le Net.

Il s'agit de Médiapart, Die Zeit, le Daily Telegraph, The Intercept et WikiTribune, en partenariat avec la fondation américaine The Signals Network, qui militent pour que les données personnelles doivent le rester. Dans cette opération, les informations recueillies seront analysées par les médias partenaires qui pourront proposer à ces citoyens vigilants de bénéficier du programme d'assistance et de protection de The Signals Network, qui a pour objectif de protéger les lanceurs d'alerte. The Signals Network, une organisation américaine à but non lucratif, travaille pour mettre en relation les médias et les lanceurs d'alerte, en vue de faciliter les enquêtes journalistiques tout en protégeant les lanceurs d'alerte.

Les Lanceurs d'alerte sont définis, quant à eux, comme des personnes ou des groupes d'institutions qui ont détecté un danger, un risque ou un scandale, et adressent, à travers le Net, un signal d'alarme pour enclencher un processus de régulation, de controverse ou de mobilisation collective.

«Bien sûr, le numérique a amélioré et transformé nos vies. Mais les innombrables données personnelles qui circulent aujourd'hui peuvent avoir une portée considérable : certains de nos secrets les plus intimes y figurent. Or de grandes sociétés qui les possèdent travaillent main dans la main avec des agences de renseignement, des Etats ou d'autres sociétés privées. Avec des conséquences toujours plus nombreuses pour notre vie démocratique», a affirmé Médiapart, l'un des partenaires de cette action. Pour les initiateurs, seuls des lanceurs d'alerte «sont susceptibles de faire la lumière sur certaines pratiques suspectes et sur leurs conséquences pour les citoyens et les consommateurs», faisant savoir que des inquiétudes ont été émises au cours des dernières années «au sujet d'entreprises qui manipulent les utilisateurs, font un usage détourné des données ou ciblent de façon inappropriée les enfants». Selon eux, des entreprises et des gouvernements ont aussi été accusés d'exploiter le big data pour «biaiser le processus démocratique», appelant les lanceurs d'alerte de les contacter, en fournissant des preuves, au cas où ils pensent «sincèrement» que le public est trompé.

2^E JOURNÉE : Les Algériens entrent dans le vif du sujet

Des athlètes algériens de 9 disciplines, dont le karaté-do et la natation, ont fait hier leur entrée en lice à l'occasion de la 2^e journée des Jeux méditerranéens 2018 qui se déroulent à Tarragone en Espagne.



Les autres disciplines engagées lors de cette journée sont le badminton, le canoë, la gymnastique artistique, le tir sportif, le triathlon, la voile et le volley-ball (dames).

Les épreuves de karaté et de natation, dont des finales prévues hier, offrent à la délégation algérienne l'opportunité de s'illustrer lors de cette deuxième journée de compétition, mais la tâche des athlètes engagés s'annonce difficile face à des adversaires de haut niveau.

Le directeur des équipes nationales de la Fédération

algérienne de natation, Abdelkader Kaouah a indiqué que les 10 nageurs retenus pour participer aux Jeux méditerranéens de Tarragone sont en préparation continue.

"Les athlètes boursiers tels que Sahnoune, Cherouati, Melih et Nefsi se sont préparés d'une manière continue au sein de leurs clubs respectifs et ont participé aux différents meetings.

Pour les athlètes Balamane, Bouhamidi et Djabbellah, la préparation dépendait de leur emploi du temps scolaire.

Ces jeunes athlètes sont

également concernés par les Jeux africains de la jeunesse (JAJ) prévus à Alger", a-t-il ajouté.

En sports de combats, disciplines pourvoyeuses de médailles pour l'Algérie lors des compétitions internationales, les karatékas algériens, à l'image de la championne du monde universitaire 2017 Widad Draou (-61 kg) et son compatriote Abdelkrim Bouamria (-60 kg) tenteront de décrocher la première médaille algérienne de ces joutes méditerranéennes.

Cette deuxième journée de

compétition verra également l'entrée en lice des triathlètes Mohamed Belhimeur et Hellal Berouane qui participent pour la première fois à une compétition de cette envergure.

En sports nautiques, les équipes algériennes de canoë et de voile entameront les éliminatoires de leurs disciplines respectives.

En sports collectifs, ce sont les volleyeuses algériennes des U-23 qui seront à pied d'oeuvre face à la Slovaquie (17h00, heure algérienne) pour le compte du groupe D.

KARATÉ-DO : Trois Algériens éliminés dès les premiers tours

Les trois karatékas algériens engagés hier matin ont tous été éliminés dès les premiers tours des épreuves des Jeux méditerranéens 2018 qui se déroulent à Tarragone (Espagne).

Abdelkrim Bouamria (-60 kg) a été le seul algérien à atteindre les quarts de finale en battant le Slovène Blaz Hribosek (1-0), avant de s'incliner face à l'Italien Angelo Crescenzo sur décision

des arbitres (1-3). De son côté, Fayçal Bouakeul engagé dans la catégorie des moins de 67 kg a été éliminé dès l'entame du tournoi par le Français Garin Marvin (4-1). Chez les dames, Saida Djedra (-55 kg) n'a pas fait mieux en s'inclinant face à l'Espagnole Fernandez Osorio Carlota (5-2).

Trois autres Algériens entraient en lice lors de la deuxième séance d'hier,

prévue à partir de 16h00. Lamia Maatoub affrontera dans la catégorie (-68 kg) la Française Lea Azaveri, alors que Widad Draou (-61 kg) exemptée du premier tour sera opposée à la qualifiée du combat entre la Marocaine Ibtissam Saidini et l'Espagnole Ferer Garcia Maria.

En messieurs, Walid Bouaboub défiera dans la catégorie (-75 kg) le Chypriote Loizides Panayotis.

TIR À L'ARC : Difficile apprentissage des jeunes archers algériens

Les quatre archers algériens engagés dans l'épreuve du tir à l'arc des Jeux méditerranéens-2018 à Tarragone (Espagne) ont eu, vendredi, un dur apprentissage lors des tours éliminatoires du concours de 70m, seul retenu pour la compétition.

Chez les dames où étaient engagées 23 concurrentes, Lina Fatima Serraf a terminé à l'avant-dernière place avec un total de 372 points, réalisé durant les cinq manches inscrites au programme.

Serraf poursuivra son aventure samedi et affrontera l'Espagnole Lopez Sanchis

qui a clôturé le tour des 1/24 avec un total de 622 points.

Les garçons se sont contentés aussi des dernières places : 35^e pour Khaled Kheireddine Benhamed (543 pts), suivi de Rachid Bouakaz (534 pts) et Mohamed Rayane Lazreg qui a pris la 39^e et avant-dernière position du concours du 70m.

Les trois archers algériens sont entrés en lice aux 16^{es} de finale, hier matin, contre des adversaires mieux nantis techniquement et plus aguerries.

Benhamed affrontait le Tunisien Sabeur Ben Brahim, Lazreg en découdrait avec le

Chypriote Constantin Panagi et Bouakaz a joué contre le Serbe Alexander Beatovic.

A partir des 16^{es} de finale, les athlètes disputeront cinq tours éliminatoires.

Par équipes, l'Algérie a été éliminée par Chypre (6-0) aux 8^{es} de finale.

Les épreuves du concours du tir à l'arc prendront fin dimanche avec les quarts, demies et finale.

Pour l'entraîneur Samir Bendjafer, les Jeux de Tarragone sont une autre étape préparatoire des jeunes archers algériens en prévision des prochaines échéances

des Jeux africains de la jeunesse (JAJ) d'Alger (juillet-2018) et les JM-2021 de la ville d'Oran. "On a engagé des jeunes archers qui préparent les JAJ-2018 et évitent les JM-2021. La compétition de Tarragone est assez relevée et a permis à nos athlètes de se situer par rapport à un niveau supérieur.

L'épreuve leur aura permis aussi de s'auto-évaluer", a indiqué Bendjafer, estimant que les archers algériens possèdent de "bonnes dispositions", mais "ont besoin de ce genre de compétition de très bon niveau pour s'aguerrir".

Les Algériens engagés hier

Les athlètes algériens engagés hier lors de la seconde journée des 18^{es} Jeux Méditerranéens dont les compétitions ont débuté vendredi à Tarragone (Espagne) dans plusieurs disciplines.

BADMINTON - Éliminatoires (23 et 24 juin) : Simple (messieurs) - 21 concurrents de 12 pays : Madjid Bahlahouane et Mohamed Amine Guelmaoui Simple (dames) - 20 participantes de 10 pays : Linda Mazri et Malak Ouchefoune Double (dames) - 10 équipes : Dounia Naama et Ziani Ines

VOILE - Samedi 23 juin : Laser (messieurs) : Wassim Ziani RSX (messieurs) : Hamza Bouras Laser Radial (dames) : Akil Nouha El Alia RSX (dames) : Meriem Rezouani

TRIATHLON (trois sports : cyclisme, course et nage en eau libre): Sprint individuel (messieurs) - 21 participants de 14 pays: Mohamed Belhimeur et Berrouane Hellal

TIR SPORTIF: Carabine air comprimé 10m (messieurs) - 17 participants de 10 pays: Kocçela Adoul et Réda Benziane Carabine air comprimé 10m (dames) - 24 concurrents de 15 pays: Rania Tikourchin Pistolet air comprimé 10m (messieurs) - 21 participants de 12 pays : Amine Adjabi et Adoul Juba Pistolet air comprimé 10m (dames) - 17 athlètes de 12 pays : Lalouet Yamina et Medjah Halla Fosse Olympique (dames) - 13 engagées de 10 pays : Lynda Benkhoucha Pistolet 10m (finale) : messieurs et dames.

NATATION - Messieurs (éliminatoires et finales): Balamane Moncef Aymen (200 m brasse) Bouhamidi Mohamed Ryad (50 m dos) Chouchar Ramzi (200 m 4 nages)

Dames (éliminatoires et finales): Cherouati Nafissa Souad (800 m nage libre) Melih Amel (50 m dos, 50 m papillon) Nefsi Hamida Rania (400 m 4 nages) Medjahed Nesrine (100 m nage libre et 100 m papillon) Kacha Samar Benazouza (100 m papillon)

GYMNASTIQUE ARTISTIQUE: Concours par équipes messieurs : Mohamed Aouicha, Islame Latrech et Metidji Hillal Concours par équipes dames : Boufadene Farah et Chaima Temami

KARATE-DO : Dames : -55kg : Saida Djedra (10 concurrentes de 10 pays) -61kg : Widad Draou (13 concurrentes de 13 pays) -68kg : Lamia Maatoub (15 concurrentes de 15 pays)

Hommes : -60kg : Abdelkrim Bouamria (13 concurrents de 13 pays) -67kg : Fayçal Bouakeul (15 concurrents de 15 pays) -75kg : Walid Bouaboub (10 concurrents de 10 pays)

CANOË-KAYAK - séries: Messieurs : K1-200m : Nacereddine Baghdadi K1-500m : Laouar Samir K2-500m : Baghdadi-Abdelkader Keddi

Dames : K1-200m : Anfel Arabi K1-500m : Halla Bouzid

VOLLEY-BALL (dames): Groupe D / 1^{re} journée: Algérie - Slovaquie.

APS



JEUX MÉDITERRANÉENS 2018 :

TENNIS / TOURNOI ITF HAMMAMET U14: L'Algérienne Mebarki passe en quarts de finale

La jeune joueuse Bouchra Mebarki a composé vendredi soir son billet pour les quarts de finale du tournoi international de tennis ITF Hammamet, grade 1, qui se dispute du 21 au 24 juin en Tunisie, après son succès face à l'Égyptienne Malek Aarafat par deux sets à zéro.

Mebarki a dominé le premier set 6-1, avant de remporter le second difficilement 7-6. Pour le compte des quarts de finale prévus, samedi, l'Algérienne affrontera la Marocaine Manel Ennaciri. Pour sa part, l'Algérien Ramzi Brahimi a perdu au second tour face au Marocain Mohamed Amine Hamouti sur le score 6-4 7-5.

Brahimi et Mebarki étaient les seuls Algériens parmi les six engagés à avoir composé leur billet pour le deuxième tour. Leurs compatriotes Ibrahim Soltani, Mohamed Réda Ghetas, Amina Arnaout et Ines Chérif ont été éliminés dès le premier tour. Les sélectionnés sont encadrés en Tunisie par l'entraîneur national Wakil Keciba.

L'Algérienne Mebarki passe en demi-finale

La jeune joueuse algérienne Bouchra Mebarki s'est qualifiée samedi pour la demi-finale du tournoi international de tennis ITF Hammamet, grade 1, qui se dispute du 21 au 24 juin en Tunisie.

L'Algérienne a dominé en quarts de finale la Marocaine Manel Ennaciri en deux sets 6-7 6-3 (10-8). Pour sa part, l'Algérien Ramzi Brahimi a perdu vendredi soir au second tour face au Marocain Mohamed Amine Hamouti sur le score 6-4 7-5.

Brahimi et Mebarki étaient les seuls Algériens parmi les six engagés à avoir composé leur billet pour le deuxième tour.

Leurs compatriotes Ibrahim Soltani, Mohamed Réda Ghetas, Amina Arnaout et Ines Chérif ont été éliminés dès le premier tour. Les sélectionnés sont encadrés en Tunisie par l'entraîneur national Wakil Keciba.

CIRCUIT PRO-FÉMININ - TOURNOI HAMMAMET OPEN : Blessée, l'Algérienne Inès Ibbou abandonne en quarts de finale

La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou, victime de soucis physiques vendredi, a été contrainte de se retirer du tournoi professionnel «Hammamet Open» alors qu'elle abordait les quarts de finale de cette compétition contre l'Allemande Katharina Hobgarski.

La championne d'Afrique de 2015, classée tête de série N5 dans ce tournoi à 15.000 USD s'était sentie mal d'entrée de jeu, concédant facilement les trois premiers jeux, avant d'annoncer son retrait définitif, car convaincue de ne plus pouvoir continuer.

Pour l'heure, aucun détail n'a filtré concernant la nature exacte de la blessure contractée par l'Algérienne de 19 ans, qui s'était déjà retirée d'un précédent tournoi professionnel en Tunisie, disputé il y a une semaine à Hammamet.

Ibbou, classée 624 mondiale, avait atteint les quarts de ce tournoi qui se déroule du 20 au 25 juin en battant au premier tour la Britannique Alice Gillan, avant d'enchaîner avec la Japonaise Yuka Hosoki au deuxième tour.

APS

FOOTBALL - ALGÉRIE-ESPAGNE (GROUPE A): Les Verts victimes de l'expérience espagnole

La sélection algérienne de football des U18 a été sévèrement battue par son homologue espagnole sur le score de 4 à 1 (mi-temps : 4-0), vendredi au stade communal de Calafell, lors de la 1re journée (groupe A), du tournoi des 18es jeux Méditerranéens Tarragone-2018.

Durant ce match disputé sous une chaleur suffocante et des gradins à moitié vides, les protégés de l'entraîneur Salim Sebaa n'ont pas pu trouver leurs repères, ce qui a permis aux Espagnols de sceller le sort de la partie en à peine 20 minutes de la première période pour assurer les trois points de la victoire.

Le premier but, marqué très tôt dans la rencontre, à la 5e minute par le sociétaire du FC Barcelone, Ruiz Ortega Abel, a quelque peu perturbé les coéquipiers de Redouane Maachou qui ont encaissé un second but par l'autre élément du prestigieux club catalan, Gomez Martin Sergio (2-0, 11e).

Complètement désordonnés dans les trois compartiments de jeu, les Algériens ont subi un 3e but, quatre minutes plus tard, par le toujours remuant Ruiz Ortega (3-0, 16e) qui a offert ensuite à Gomez Martin l'occasion d'ajouter une 4e banderille à la 20e minute.

Un léger mieux a été enregistré du côté algérien en seconde période, avec les changements opérés par l'entraîneur national Salim Sebaa qui ont permis à l'équipe d'améliorer son jeu collectif pour apporter le danger sur le camp espagnol.

D'ailleurs, c'est suite à un petit réveil qu'Idir Boutrif a réussi à inscrire



l'unique but de l'équipe algérienne à la 75e minute. "On s'attendait à une rencontre très difficile face à un adversaire bien rodé et très homogène sur tous les plans.

Le score est assez sévère et il y a eu beaucoup de paramètres qui ont influé sur le résultat et la prestation de mon équipe, à commencer par la chaleur suffocante, l'état de la pelouse et la

fatigue. Je pense que notre objectif ici est de s'aguerrir et préparer au mieux les prochaines échéances de cette jeune équipe", a réagi Sebaa à l'issue du match.

La sélection algérienne disputera son second match mardi contre la Bosnie (bien Bosnie), avec la mission de réaliser quelque chose de positif et une bonne prestation.

CYCLISME / MEETING UCI DE SAINT-DENIS : L'Algérien Yacine Chalhel confirme son engagement

Le cycliste algérien Yacine Chalhel a annoncé vendredi sa participation au Meeting UCI de classe 2, prévu hier et aujourd'hui sur le vélodrome de Saint-Denis (France).

Au menu de ce meeting «un Scratch, samedi à 14h30, puis un omnium, pendant toute la journée de dimanche» a précisé le champion d'Afrique en Scratch sur sa page facebook.

«J'aurai l'occasion de porter mon maillot de champion d'Afrique samedi, ce qui constitue un moment très spécial pour moi» a ajouté le sociétaire du club français Olympique CVO.

Le meeting UCI de Saint-Denis sera le premier pour Chalhel depuis les championnats du monde d'Apeldoorn, disputés il y a environ trois mois aux pays-Bas.



JUDO / ALGÉRIE - PRÉPARATION : La sélection minimes en stage bloqué du 24 juin au 2 juillet à Skikda (Fédération)

La sélection algérienne minime (garçons et filles) de judo effectuera un stage bloqué du 24 juin au 2 juillet à Skikda, pour préparer les importantes échéances à venir, a annoncé hier la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Cette jeune sélection se compose de 20 garçons, encadrés par les sélectionneurs nationaux Ryad Chibani et Abderrahmane Dellal, ainsi que 18 filles, encadrées par Saoud Mohamed Adil et Yasmine Hamroune.

Les garçons sont : Achraf Yekhlif (-34 kg), Abdessalam Beldjilali (-34 kg), Ayoub Benlaribi (-38 kg), Ishak

Denni (-38 kg), Wassim Boudjellal (-42 kg), Oussama Gharissi (-42 kg), Billel Bessaï (-46 kg), Benzouak Mohamed Mahdi (-46 kg), Mouaâd Madani (-50 kg), Abderezak Guezati (-50 kg), Islam Metali (-55 kg), Abdellakher Lakhel (-55 kg), Abdessalam Mestfaoui (-60 kg), Triki Taki (-60 kg), Yakoub Mehrehra (-66 kg), Abdessamad Soufal (-66 kg), Guerroudj Mouaâd (-73 kg), Kerrouche Djihad (-73 kg), et le tandem Abderrahmane Safi - Feknou Ameur Abdelali, chez les plus de 73 kg. Chez les filles, la direction technique nationale a retenu

Oubaïche Imane Sarah (-36 kg), Hacène Aya (-36 kg), Zekkour Sarah (-40 kg), Sarah Benoussaad (-40 kg), Berrahoul Amina (-44 kg), Benmeddour Nesrine (-44 kg), Slimani Hidayat Chaïma (-48 kg), Khelifati Ikram (-48 kg), Askouri Aya (-52 kg), Ziane-Chérif Yasmine (-52 kg), Bouguenaïa Bouchra Mehadjla (-57 kg), Amamri Chaïla (-57 kg), Idres Melissa (-63 kg), Aït Ramdane Yateene (-63 kg), Kheyar Hounaida (-70 kg), Haddad Céline (-70 kg), ainsi qu'Adel Chamaâ et Chougui Amel Houda chez les plus de 70 kg.

LIGUE 1 / USM ALGER : Les «Rouge et Noir» en stage à Gammarth (Tunis)

L'USM Alger a entamé hier un stage de dix jours à Gammarth (Tunisie) qui sera ponctué par deux matchs amicaux, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football sur son site officiel.

Il s'agit de la première étape préparatoire pour les «Rouge et noir», qui vont enchaîner avec un second stage à Nairobi (Kenya) du 7 au 16 juillet, en vue du match en déplacement à Kigali le 18 juillet face aux Rwandais de Rayons Sport, dans le cadre de la troisième journée (Gr. D) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine (CAF). La direction du club algérois a confié la barre technique au Français Thierry Froger (55 ans) qui s'est engagé pour un contrat d'une saison renouvelable, en remplacement de Miloud Hamdi, parti à Al-Salmiya SC (Koweït).

Côté recrutement, l'USMA a assuré jusque-là les services de cinq recrues, en l'occurrence l'attaquant Zakaria Benchaâ (engagé en mars dernier, ndlr), le défenseur rwandais Emery Bayesenge, le défenseur Mohamed Mezghrani, l'attaquant Aymen Mahious, et le meneur de jeu Mohamed Bentiba, alors que le défenseur Rayane Hais a fini par résilier son contrat quelques jours après avoir signé pour trois saisons.

A l'issue de la deuxième journée de la Coupe de la Confédération, les Usnistes trônent en tête du groupe D avec 4 points devant les Kényans de Gor Mahia (2 pts) et Rayons Sport (2 pts). Les Young Africans de Tanzanie ferment la marche (1 pt).

LIGUE 1 MOBILIS - USM ALGER : Driss Ghimouz nouveau directeur sportif des jeunes catégories (Club)

L'entraîneur Driss Ghimouz a été nommé Directeur technique des jeunes catégories de l'USM Alger, a annoncé jeudi soir le club de Ligue 1 Mobilis de football.

«Driss Ghimouz a été installé mercredi comme Directeur technique sportif des jeunes catégories de l'USMA» ont indiqué les Rouge et Noir dans un communiqué diffusé sur leur site officiel, en précisant qu'il sera «épaulé dans sa mission» par trois membres.

Il s'agit de Mustapha Aksouh, Mahieddine Meftah et Azzeddine Berarma, qui était entraîneur des gardiens de but de l'équipe A pendant la saison écoulée.

De son côté, le coach Mohamed Mekhazni a été nommé entraîneur de la catégorie des moins de 21 ans, où il sera assisté de l'ancien latéral gauche du club, Tarek Ghoul.

«D'autres entraîneurs, formateurs et éducateurs seront bientôt installés par la Direction technique sportive du club (DTS)» ont ajouté les Rouge et Noir, en précisant que le secrétaire de l'équipe (A) «Mohamed Briki exercera en parallèle le poste de Coordinateur sportif de l'équipe A», un poste qui était occupé par Mahieddine Meftah.

Azzeddine Rahim, quant à lui, a été nommé deuxième assistant de Thierry Froger à la tête de l'équipe (A), après Karim Khouda, où ils seront secondés par Lyès Benhaha, l'entraîneur des gardiens de but, et par le préparateur physique Adel Labani.

APS

MERCATO ESTIVAL / CR BELOUZDAD : Chaouchi et Balegh nouvelles recrues

Les deux sociétaires du MC Alger le gardien de but international Faouzi Chaouchi et le milieu offensif Abousofiane Balegh se sont engagés pour un contrat de deux saisons avec le CR Belouizdad, a appris l'APS hier du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.



Le Chabab a ratissé large en engageant auparavant 12 joueurs : Nessakh, Boussif et Saïdi (ES Sétif), Kenliche (USM Alger), Keddad (ASO Chlef), Djerrar (JS Kabylie), Rabti (USM Blida), Chatal et Chelbab (USM Bel-Abbès) ainsi que Boulekhroua, Brameki et Mokrani (MC Alger).

La situation difficile et le flou que vit le club ont poussé plusieurs cadres à quitter le CRB cet été à l'image du capitaine Zakaria Draoui et de l'atta-

quant international Sid-Ali Lakroum, signataires chacun d'un contrat de deux saisons avec l'ES Sétif, alors les deux défenseurs Amir Belaïli et Sofiane Bouchar se sont engagés respectivement en faveur de la JSK et du MC Oran.

L'entraîneur marocain Rachid Taoussi, un des artisans du maintien du CRB en Ligue 1, n'est pas en reste puisqu'il a décidé de claquer la porte, résiliant son contrat après avoir cédé

au «chantage» du président Mohamed Bouhafs.

Il a ainsi renoncé à deux mois de salaires pour aller rejoindre l'ES Sétif, en remplacement d'Abdelhak Benchi-kha.

La direction du président Bouhafs, toujours en place, a confié la barre technique à Azzeddine Aït Djoudi qui a mené le MO Béjaïa à l'accession en Ligue 1.

TRANSFERT : Ghoulam proposé au PSG pour remplacer Berchiche

L'agent du défenseur international algérien Faouzi Ghoulam, le Portugais Jorge Mendes aurait proposé les services de son joueur au Paris SG (Ligue 1 française de football) pour remplacer l'Espagnol Yuri Berchiche, sur le départ, croyait savoir hier le quotidien français *Le Figaro*.

Les dirigeants parisiens disposeraient d'un plan bien précis pour Faouzi Ghoulam. L'état-major du champion de France en titre se serait

dit intéressé par le profil du latéral gauche du Napoli, mais la direction du club de la capitale aurait également annoncé qu'une possible arrivée du joueur algérien serait assujettie à un départ au poste de latéral gauche, précise la même source.

La clause libératoire de Ghoulam (27 ans), dont le contrat court encore jusqu'en 2022, est estimée à 48 millions d'euros.

L'ancien joueur de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1/

France), convoité notamment par les Anglais de Manchester United, n'a pas été épargné cette saison par les blessures qui l'avaient éloigné des terrains.

Victime d'une rupture du ligament croisé le 1er novembre 2017 lors de la réception de Manchester City (2-4) en Ligue des champions, Ghoulam allait retrouver la compétition en février dernier face aux Allemands du RB Leipzig en Europa league, avant de

contracter une fracture transversale de la rotule droite, nécessitant une nouvelle intervention chirurgicale à la clinique Villa Stuart de Rome.

Il a été convoqué pour les trois derniers matchs de Naples en championnat, mais sans pour autant effectuer son retour à la compétition. Ghoulam (37 sélections) compte 2 buts en 17 apparitions avec le vice-champion d'Italie, toutes compétitions confondues.

MONDIAL-2018 (GR. G): Le Belge Lukaku blessé, incertain devant l'Angleterre

L'attaquant belge Romelu Lukaku, auteur d'un doublé lors de la victoire 5 à 2 contre la Tunisie hier, pour le groupe G du Mondial-2018, est sorti touché à la cheville gauche, a indiqué le sélectionneur Roberto Martínez.

Remplacé à la 59e minute par Ma-

rouane Fellaini, Lukaku serait touché au «ligament externe de la cheville gauche», a précisé le coach espagnol.

«Il a été accroché à la fin première mi-temps, il a essayé de continuer à jouer mais ça lui faisait mal. Il faudra voir dans 48 heures», a-t-il ajouté. Il

n'est donc pas certain que Lukaku soit aligné jeudi prochain pour le dernier match du groupe face à l'Angleterre, Martínez ayant laissé entendre qu'il pourrait assez largement faire tourner puisque la qualification pour les 8es de finale est déjà quasiment acquise.

Le gardien international nigérian Ikeme "en rémission complète" de sa leucémie

Le gardien international nigérian Carl Ikeme a annoncé hier qu'il était en voie de guérison après des mois de chimiothérapie pour soigner une leucémie.

«Après avoir traversé une année difficile et une chimiothérapie intense, j'aimerais que tout le monde sache que je suis en rémis-

sion COMPLETE», a publié hier sur Instagram le joueur de 32 ans aux 10 sélections avec les "Super Eagles" Dans son message, accompagné d'une photo de lui avec sa fille, le gardien du club de Wolverhampton remercie sa famille et ses amis mais aussi tous ceux qui l'ont soutenu: "Le soutien que

j'ai reçu de la part des Wolves (surnom de Wolverhampton), du Nigeria, du monde du football et de gens du monde entier est difficile à décrire." Ikeme avait découvert sa maladie suite à des "résultats sanguins anormaux" révélés lors des examens de la dernière pré-saison. Le gardien

aux 200 matches, avec les "Wolves" traversait cette épreuve avec humour: au dernier jour de la fenêtre de transfert en août 2017, il avait publié un message indiquant qu'il était transféré... dans un autre hôpital.



FALCAO : «LA POLOGNE SERA UNE FINALE»

Voilà une situation à laquelle peu de monde pouvait

Considérés comme favorites de ce groupe H grâce à leurs exploits passés, la Colombie et la Pologne se sont toutes les deux inclinées pour la première journée, laissant le Japon et le Sénégal co-leaders de la poule. Dès lors, les deux équipes vont s'affronter dans un match de la peur, où le perdant pourra déjà faire une croix sur les huitièmes de finale.

Interrogé en conférence de presse sur la rencontre à venir, Radamel Falcao n'est pas passé par quatre chemins pour expliquer le contexte à venir. « Ces deux sélections sont dans le besoin, explique El Tigre en conférence de presse. Cela va déterminer l'équipe qui reste en course ou celle qui quittera le Mondial. Nos joueurs possèdent tous une notion du football européen, ils connaissent l'importance des matchs cruciaux. La Pologne sera une finale, c'est soit eux, soit nous. » La seule chose que Falcao ne sait pas encore, c'est si son coéquipier Kamil Glik sera là pour lui mener la vie dure.



Les raisons de l'absence de Sadio Mané à l'entraînement

Tous les « Lions » se sont entraînés ce jeudi au centre de Sputnik de Kaluga sauf la star de l'équipe nationale, Sadio Mané qui a manqué à l'appel. La raison est que le sociétaire de Liverpool est resté à l'hôtel avec le kinésithérapeute pour une séance de massage thérapeutique. En effet, selon le quotidien Stades, l'attaquant était aux soins et en séance de cryothérapie, un traitement par le froid.

Durant cette séance d'entraînement, la deuxième après la victoire des « Lions » (2-1) sur les Polonais, le coach Aliou Cissé a axé le travail sur l'endurance pendant plus d'une heure.

Les « Lions » quittent ce vendredi à 12 heures (UTC) Kaluga pour destination Ekaterin-

bourg où ils vont affronter ce dimanche le Japon pour le compte de la deuxième journée du groupe H. Pour rappel, le Sénégal et le Japon occupent la tête du classement de leur groupe H avec chacun 3 points. La Colombie et la Pologne sont classées 3e et 4e du groupe.



DELE ALLI «INCERTAIN»

Gareth Southgate, le sélectionneur de l'Angleterre, ne sait pas encore s'il pourra compter sur Dele Alli, aujourd'hui, face au Panama.

L'état de santé de Dele Alli, le milieu de terrain de l'Angleterre, a constitué le feuilleton de la semaine. Gareth Southgate, le sélectionneur, a évoqué le cas du joueur de Tottenham, ce vendredi. Il veut encore attendre avant de prendre une décision sur sa participation à la rencontre de dimanche contre le Panama. « Nous devons patienter pour savoir si Dele sera en forme, a confié Southgate à Talksport. Il semble incertain car il ne s'est pas encore entraîné avec l'équipe. Mais il progresse bien donc nous n'allons pas encore le déclarer forfait. » Ruben Loftus-Cheek, le milieu de Crystal Palace, est en pole position pour remplacer Dele Alli en cas d'absence.



ALGÉRIE/ÉTATS-UNIS

La 5^e session du dialogue bilatéral algéro-américain sur les questions de sécurité jeudi à Alger

La 5^{ème} session du dialogue bilatéral algéro-américain sur les questions de sécurité se tiendra à Alger le 28 juin 2018, a indiqué samedi un communiqué du ministère des Affaires Etrangères.

M. Abdelkader Messahel, Ministre des Affaires Etrangères et M. John Sullivan secrétaire d'Etat-adjoint des Etats-Unis d'Amérique procéderont à l'ouverture officielle des travaux de cette session qui porteront sur «un échange de vues et d'analyse sur la situation politique et sécuritaire au Maghreb et au Sahel ainsi que sur la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, y compris les menaces que font peser l'extrême

même violent, le retour des combattants terroristes étrangers et le crime organisé transnational», précise le communiqué.

La question de la migration illégale et des dangers qu'elle véhicule feront également l'objet d'un examen approfondi à cette occasion, ajoute la même source. Les travaux seront précédés d'un entretien entre MM. Messahel et Sullivan au cours duquel ils passeront en revue l'état de la coopération bilatérale et les questions politiques régionales et internationales d'intérêt commun. Il est à rappeler que les deux pays entretiennent ce dialogue depuis de nombreuses années.



La Conférence mondiale sur le gaz du 25 au 29 juin à Washington

La prochaine édition de la Conférence mondiale sur le gaz (WGC 2018) se tiendra du 25 au 29 juin à Washington, à laquelle prendra part le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Energie. Cette conférence, l'une des plus importantes réunions mondiales de l'industrie du gaz, «réunit des dirigeants influents, des décideurs, des

acheteurs, des vendeurs et des experts», note le communiqué. Conduite depuis 1931 par l'Union internationale du gaz (IGU), cette manifestation triennale vise à faire valoir l'industrie du gaz naturel tout en traitant des problématiques opportunes sur les questions stratégiques, commerciales et techniques auxquelles est confrontée toute la chaîne gazière.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Découverte du cadavre d'un terroriste et destruction de deux casemates à Skikda

Le cadavre d'un individu, qui avait rallié les groupes terroristes en 1994, a été découvert vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Skikda, tandis que deux casemates pour terroristes ont été détruites par un autre détachement dans la même wilaya, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de recherche menée dans la localité de Koudiet Ras R'deb, commune de Tamalou, au Sud-ouest de Skikda (5^{ème} Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 22 juin 2018, le cadavre du terroriste Benghghir Abdennacer, alias «Abou Zakaria», qui avait rallié les groupes terroristes en 1994, alors qu'un autre détachement a découvert et détruit deux (02) casemates pour terroristes, et ce, lors d'une opération de ratissage menée dans la zone de Oued Djenan Sahel, commune de Ain Zouit, wilaya de Skikda», précise-t-on de

même source. Dans le même contexte, un détachement combiné de l'ANP «a découvert trois (03) pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et six (06) chargeurs de munitions garnis à Bordj Badji Mokhtar (6^{ème} RM)».

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement combiné de l'ANP «a arrêté un (01) narcotrafiquant en possession de 12,5 kilogrammes de kif traité, alors que 24.563 unités de différentes boissons et 3 camionnettes ont été saisies à El-Oued et Ouargla (4^{ème} RM)». De même, un autre détachement de l'ANP «a intercepté 4 orpailleurs et saisi 1 détecteur de métaux, 1 groupe électrogène et 1 marteau piqueur». D'autre part, des Gardes-côtes «ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 24 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale à Annaba (5^{ème} RM), alors que «36 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Ouargla (4^{ème} RM) et Tlemcen (2^{ème} RM)».

FÊTE NATIONALE DE LUXEMBOURG

Le Président Bouteflika félicite le Grand-Duc Henri de Luxembourg

Le président Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de félicitations au Grand-Duc Henri de Luxembourg à l'occasion de la fête nationale de son pays, dans lequel il lui a réaffirmé son «entière disponibilité» à œuvrer au resserrement des liens d'amitié et de coopération qui existent entre les deux pays. «La célébration de la fête nationale du Grand-Duché de Luxembourg m'offre l'agréable opportunité de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens ainsi qu'en mon nom personnel, nos félicitations les plus chaleureuses, accompagnées de mes vœux de santé et de bonheur pour Vous-même, de progrès et de prospérité pour le peuple de Luxembourgais ami», écrit le chef de l'Etat dans son message. «Je saisis cette heureuse opportunité pour vous réaffirmer mon entière disponibilité à œuvrer avec Vous au resserrement des liens d'amitié et de coopération qui existent entre nos deux pays en vue de les hisser au niveau qui sied aux aspirations de nos deux peuples», conclut le président de la République.

SELON LE MAE

L'Algérie se félicite de l'évolution positive enregistrée récemment dans les relations entre l'Ethiopie et l'Erythrée

L'Algérie s'est félicitée samedi de «l'évolution positive enregistrée récemment dans les relations entre l'Ethiopie et l'Erythrée», a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif.

«Dans ce cadre, elle accueille avec satisfaction la décision des hautes autorités éthiopiennes de mettre en œuvre pleinement l'accord d'Alger, signé le 12 décembre 2000, ainsi que les conclusions de la Commission sur la démarcation de la frontière. Dans le même temps, elle salue la réaction positive de l'Erythrée qui a marqué sa disponibilité à renouer le dialogue avec son voisin éthiopien», a-t-il ajouté. De tels développements «encourageants qui méritent tout l'appui de la communauté internationale sont de nature à

contribuer au règlement définitif du conflit frontalier qui oppose les deux pays», a-t-il souligné. En sa qualité de médiateur, l'Algérie «se réjouit de cette disponibilité nouvelle de l'Ethiopie et l'Erythrée et les exhorte à poursuivre résolument dans cette démarche d'apaisement. Dans cette optique, l'Algérie réitère sa volonté et sa disponibilité d'accompagner les deux pays frères dans la voie du parachèvement du processus de paix», dira-t-il. «Elle considère, enfin, que la normalisation de leurs relations bilatérales contribuera à la restauration de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région de la Corne d'Afrique et favorisera le développement et la prospérité économiques des deux peuples frères», a conclu le porte-parole.

SANTÉ

Les médecins résidents décident de geler leur grève à compter d'aujourd'hui

Les médecins résidents, en grève depuis plus de 8 mois, ont décidé, vendredi soir et à la majorité, de geler leur mouvement de contestation et de reprendre le travail, à compter d'aujourd'hui 24 juin, a-t-on appris auprès du Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA).

Cette décision a été prise au terme d'une assemblée générale tenue tout au long de la journée, en présence des délégués nationaux des médecins résidents, a précisé à



l'APS, le délégué du CAMRA pour la wilaya de Sétif, Nazim Souallili.

«Sur les 13 facultés de médecine, 10 ont voté pour la reprise du travail et le gel de la grève», a-t-il détaillé, faisant savoir que les délégués des facultés de Tizi-Ouzou, Blida et

Batna se sont opposés à cette décision. «Cela étant, les médecins relevant de ces facultés seront amenés à suivre la décision de la majorité», a-t-il commenté, avant d'insister qu'il s'agit d'un «gel» et non d'un «arrêt définitif» de la grève.

AIN TÉMOUCHENT :

Les restes d'un ancien canon retirés des profondeurs de la plage S'biat

Les garde-côtes de la brigade territoriale du port de Bouzadjar (wilaya de Aïn Témouchent) ont retiré des eaux les restes d'un ancien canon, découverts dans les profondeurs de la plage de S'biat, relevant de la commune de Messaid, a-t-on appris hier de ce corps constitué. Les restes de ce canon, renfloués vendredi, se trouvent dans un état de dégradation avancé, ce qui rend difficile

leur datation, précise-t-on de même source. Cette pièce de 1,5 mètre de long et 1,3 mètre de large est composée également d'un support d'une largeur de 40 cm et d'une seule roue large de 80 cm, ont signalé les garde-côtes de Bouzadjar. Ces restes seront remis aux services compétents pour les expertiser et déterminer la date exacte de la fabrication du canon.

VENDREDI À 19H42 Secousse tellurique de 2,9 à Bejaia

Une secousse tellurique d'une magnitude de 2,9 sur l'échelle ouverte de Richter a eu lieu vendredi à 19h42 (heure locale) dans la wilaya de Béjaïa, annonce un communiqué du Centre de Recherche en astronomie astro-

physique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 9 km au Sud-Ouest de Barbacha (wilaya de Béjaïa), précise le communiqué.